



Arbeitsgemeinschaft
Tabakprävention Schweiz

Association suisse pour
la prévention du tabagisme

Associazione svizzera per
la prevenzione del tabagismo



Le tabac nuit aux Objectifs de développement durable de l'ONU

Le tabac nuit aux Objectifs de développement durable de l'ONU

Comme cela est précisé dans l'introduction, le tabagisme a des conséquences sur de nombreux domaines de la société et menace même la réalisation des 17 objectifs de développement durable, qui constituent l'élément central de l'Agenda 2030 et doivent être atteints à l'échelle mondiale d'ici 2030. Tous les États membres de l'ONU sont invités à s'attaquer ensemble aux problèmes les plus pressants dans le monde.

L'AT Suisse a rédigé une série d'articles pour présenter les conséquences négatives du tabagisme sur la réalisation de chacun des 17 objectifs.

Cette série a été développée par Luciano Ruggia, directeur d'AT Suisse, et écrite par la journaliste Julie Zaugg.

Mode de citation :

Ruggia L., Zaugg J., Le tabac nuit aux Objectifs de développement durable de l'ONU, Berne, Association suisse pour la prévention du tabagisme, 2023.

Pour plus d'informations :

www.at-schweiz.ch

Association suisse pour la prévention du tabagisme
Haslerstrasse 30
CH-3008 Berne

031 599 10 20

info@at-schweiz.ch



Arbeitsgemeinschaft
Tabakprävention Schweiz
Association suisse pour
la prévention du tabagisme
Associazione svizzera per
la prevenzione del tabagismo

Introduction

Le tabac met en péril la réalisation de ces 17 objectifs. Les cigarettiers les ont pourtant adoptés avec enthousiasme, espérant les influencer en sous-main.

Les ravages du tabac sur la santé sont désormais bien connus. Mais le tabac a aussi un impact sur de nombreux autres domaines de la vie en société. Il met notamment en danger la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), 17 cibles adoptées en 2015 par les Etats membres des Nations unies et dont la réalisation est attendue pour 2030.

«Le tabac a un effet délétère sur les trois piliers des ODD, l'économie, le social et l'environnemental», indique Adriana Blanco Marquizo, qui dirige le secrétariat de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Elle cite l'exemple de la croissance économique. «Chaque année, le tabac nous coûte plus de 1 billion de dollars en frais de santé et en productivité perdue, car certains travailleurs tombent malades ou décèdent à un jeune âge, alors que d'autres doivent prendre congé pour s'occuper d'un proche touché dans sa santé.»

L'environnement représente une autre victime. «Le produits à base de tabac nuisent à la nature du début à la fin de leur cycle de vie, que ce soit en favorisant l'avancée des déserts, en contaminant les eaux, en épuisant les sols ou en accaparant des terres qui pourraient servir à cultiver des aliments», détaille Adriana Blanco Marquizo.

C'est pour cela que le tabac est le seul bien de consommation mentionné explicitement dans les ODD, aux cotés de l'alcool. L'objectif numéro 3 appelle à une meilleure régulation de cette industrie et à la mise en œuvre des mesures de contrôle prévues par la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Mais l'industrie du tabac - composée de cinq multinationales (Philip Morris International (PMI), British American Tobacco (BAT), Japan Tobacco International (JTI), Imperial Brands et China National Tobacco Corporation) qui se partagent 80% du marché - ne l'entend pas de cette oreille. «La réalisation des ODD est fondée sur la création de partenariats, indique Adriana Blanco Marquizo. Or l'industrie du tabac s'est engouffrée dans la brèche, se présentant comme une partie de la solution plutôt que du problème et réclamant une place à la table des négociations dans l'espoir de les influencer à son avantage.»

Pour appuyer ces efforts, elle a commencé à faire référence aux ODD dans ses rapports de responsabilité sociale. JTI, dont le siège se trouve à Genève, a par exemple initié des projets liés à l'eau au Bangladesh au nom des ODD.

PMI, sis à Lausanne, s'engage pour sa part pour la sécurité alimentaire au Mozambique, au Malawi et en Tanzanie, ostensiblement pour promouvoir les ODD. En parallèle, la firme a fait du lobbying pour convaincre les ministères des affaires étrangères de plusieurs pays de ne pas inclure de mesures anti-tabac dans ces 17 objectifs, en amont de leur adoption.

Ce n'est de loin pas la première fois que l'industrie du tabac déploie des tactiques de diversion. «Cela a commencé avec les filtres, présentés comme une solution pour éviter que les substances nocives ne se retrouvent dans les poumons des fumeurs, suivi par les formulations light, destinées à convaincre les personnes sur le point d'abandonner la cigarette de ne pas y renoncer», rappelle Adriana Blanco Marquizo.

Plus récemment, l'industrie du tabac s'est rapprochée des organisations faitières représentant les cultivateurs de tabac ou les petits commerces vendant des cigarettes, à coup de financements cachés, afin d'en faire des chevaux de Troie pour défendre leurs intérêts auprès des gouvernements qui les consultent. «Dans mon pays, l'Uruguay, l'association représentant les petits commerçants est intervenue pour s'opposer à une nouvelle loi leur interdisant d'inclure dans leurs présentoirs des produits à base de tabac, argumentant que cela aurait un impact négatif sur leur chiffre d'affaires, précise Adriana Blanco Marquizo. Or, ce n'est absolument pas le cas, car les cigarettes ne représentent qu'une infime part de leurs revenus.» Ce discours leur avait été soufflé par l'industrie du tabac.

Les cigarettiers ont aussi créé leurs propres société-écran pour influencer le discours public et les mesures anti-tabac. La fondation ECLT (Eliminating Child Labour in Tobacco Growing), basée à Genève et financée par BAT, dit agir pour éradiquer le travail des enfants sur les plantations de tabac, mais elle ne prévoit pas de mécanisme contraignant pour s'assurer que les engagements pris soient respectés. Elle s'est aussi immiscée dans le processus décisionnel des Nations Unies, à travers sa participation au Pacte Mondial, une initiative incitant les entreprises à adopter une attitude socialement responsable.

Tracit, une autre organisation affilié au Pacte Mondial et financé par l'industrie du tabac, affirme de son côté vouloir lutter contre le trafic illicite de cigarettes. Mais dans les faits, elle concentre ses efforts pour empêcher l'adoption de lois qui pourraient endiguer ces flux, notamment en Amérique latine.

De même, le système de traçage de cigarettes Codentify, développé par PMI et mis à disposition des autres cigarettiers gratuitement, souffrirait de graves déficiences qui le rendent peu efficace pour stopper la contrebande. De là à y voir une tentative de sabotage des efforts de lutte contre le trafic de cigarettes, il n'y a qu'un pas.

Ces dernières années, l'industrie du tabac a légèrement changé de tactique, mettant l'accent sur les nouveaux produits à base de nicotine – cigarettes électroniques ou produits à base de tabac chauffé – mis sur le marché. «Le discours des cigarettiers a évolué: ils cherchent à se donner l'image d'une industrie innovante à travers une nouvelle génération de produits qu'ils décrivent comme étant moins nocifs pour la santé, alors que leur profil de risque n'a pas encore été établi avec certitude, note Adriana Blanco Marquizo. En parallèle, ils promettent d'éliminer progressivement les cigarettes traditionnelles, sans toutefois fixer de délai.»

L'un des fers de lance de cette nouvelle stratégie, la Fondation pour un monde sans fumée, a vu le jour en 2017 sous la houlette de PMI qui la finance entièrement. Elle affirme soutenir la recherche dans le domaine des nouveaux produits à base de nicotine. «Cette entité cherche depuis quelques années à intervenir dans les discussions globales portant sur des mesures antitabac en se présentant comme un acteur neutre», glisse Adriana Blanco Marquizo.

ODD 1 : Pas de pauvreté



Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes, partout dans le monde d'ici 2030, c'est la mission que s'est donnée le premier objectif de développement durable de l'ONU. Cela implique d'éradiquer la pauvreté extrême, soit le fait de vivre avec moins de 1.25 dollar par jour. Cela signifie aussi diminuer de moitié la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent dans le dénuement, en leur assurant une protection contre les catastrophes naturelles et de la vie, des ressources

financières et un accès aux services de base comme le logement et l'alimentation.

Or, la consommation de tabac contribue directement à la pauvreté et cela de plusieurs manières. Pour les personnes à bas revenus, l'achat quotidien de paquets de cigarettes a un impact immédiat et mesurable, tant sur leur niveau de vie que sur celui de leurs familles. Pour alimenter leur dépendance, ils doivent en effet renoncer à d'autres dépenses cruciales, par exemple pour s'alimenter, se loger ou éduquer leurs enfants.

Les foyers les plus pauvres au Bangladesh déboursent ainsi dix fois plus pour acheter des produits à base de tabac qu'en frais de scolarité. A l'échelle du pays, 10,5 millions de personnes supplémentaires pourraient manger à leur faim si l'argent consacré aujourd'hui aux cigarettes était dédié à l'alimentation.[1] Au Sri Lanka, les foyers à bas revenus dépensent près de 10% de leurs revenus pour alimenter leur consommation de cigarettes. Certains y consacrent jusqu'à 50% de leurs rentrées financières.[2]

Le phénomène ne touche pas que les pays en voie de développement. En Suisse, où un paquet de cigarettes coûte en moyenne 7.85 francs, une personne qui fume un paquet par jour durant un an dépense 2865.25 francs. Cela représente 7,2% du revenu brut annuel d'un employé dans la vente.

En cas de maladie ou de décès prématuré provoqués par le tabagisme, les conséquences peuvent être catastrophiques également, notamment dans les pays où une large part de la population n'est pas couverte par une assurance maladie. Une facture médicale inattendue ou une coûteuse hospitalisation suffisent souvent à plonger toute une famille dans la pauvreté, surtout lorsque ses membres dépendent du salaire de la personne malade.

On estime que rien qu'en Inde, la consommation de tabac a fait tomber quelque 15 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté.[3] En Tanzanie, où un quart de la population masculine consomme du tabac, près de 24% des fumeurs vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 19% des non-fumeurs.[4]

Les liens entre le tabac et la pauvreté ne s'expriment pas seulement sur le plan individuel. La consommation de cigarettes appauvrit aussi les Etats, en poussant les coûts de la santé à la hausse, en diminuant la productivité des travailleurs et – pour les pays qui cultivent du tabac – en provoquant des dégâts environnementaux. Cela vaut aussi pour la Suisse, où la consommation de tabac engendre des coûts médicaux annuels d'un montant de 3 milliards de francs, soit 3.9% des dépenses totales de la santé.[5]

Dans certains pays, comme au Pakistan ou dans les Etats du Sahel, la contrebande de cigarettes fait aussi perdre d'importantes sources de revenus aux gouvernements, qui ne perçoivent pas de taxes sur ces produits illégaux.[6] Sachant que plus d'un quart des cigarettes dans ces pays sont vendues sur le marché noir, les montants en jeu sont considérables.

A l'inverse, si la consommation de tabac chutait, l'argent économisé par les citoyens serait en partie dépensé pour acheter des biens de première nécessité qui bénéficient à l'économie. Les montants dévolus chaque année à l'achat de cigarettes au Cambodge correspondent par exemple à 274'304 tonnes de riz, 1'388'382 vélos ou 27'778 maisons en bois.[7]

Face à ces réalités, l'industrie de la cigarette a adopté un discours combatif, affirmant qu'elle contribue à réduire la pauvreté dans le monde en fournissant des emplois aux nombreux cultivateurs qui l'alimentent en feuilles de tabac. Or dans les faits, la culture du tabac est en elle-même une source d'appauvrissement.

La plupart des cultivateurs de tabac sont en effet sous-payés par les cigarettiers, qui cherchent à se fournir dans les pays tropicaux à un prix avantageux et disposent d'une situation de monopole. Ces derniers n'hésitent pas à fournir des prêts aux petits paysans pour acheter les pesticides et les fertilisants dont ils ont besoin pour faire pousser le tabac, les maintenant dans une situation de dette permanente.

Et comme la culture du tabac nécessite de nombreux bras, les agriculteurs déploient souvent leurs enfants dans les champs au lieu de les envoyer à l'école, perpétuant le cycle de la pauvreté par-delà les

générations. Au Malawi, où les revenus issus du tabac représentent 15% du PIB, la plupart des paysans desservant les grands cigarettiers vivent en dessous du seuil de pauvreté. Certains travaillent même à perte.[8]

Quant à la transformation du tabac en cigarettes, une activité à plus haute valeur ajoutée, elle a en général lieu en Occident et est aujourd'hui largement automatisée.

Pour remédier à cette situation, la mesure la plus efficace reste la hausse des taxes sur le tabac, qui se répercutent sur le prix du paquet de cigarettes. Certains pays ont déjà initié des réformes allant dans ce sens. En Australie, il faut déboursier 23.10 francs pour acheter un paquet de cigarettes. Plus près de nous, il vaut 14.60 francs en Irlande et 13.10 francs au Royaume-Uni.[9] De quoi inciter les personnes à bas revenus à renoncer à la fumée, libérant par la même des revenus supplémentaires qu'elles pourront consacrer à améliorer leur quotidien.

[1] <https://tobaccocontrol.bmj.com/content/10/3/212>

[2] https://www.jstor.org/stable/26686342?seq=1#metadata_info_tab_contents

[3] <https://www.jstor.org/stable/41320164>

[4] <https://www.at-schweiz.ch/news-medien/news?id=33&>

[5] <https://www.occpr.org/en/loosetobacco/british-american-tobacco-fights-dirty-in-west-africa>

[6] <https://www.occpr.org/en/loosetobacco/without-a-trace/pakistans-big-tobacco-problem>

[7] https://untobaccocontrol.org/impldb/wp-content/uploads/reports/Cambodia_annex1_National_Adult_Tobacco_Survey_2011_final_report.pdf

[8] <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/29066593/>

[9] <https://www.statista.com/chart/15293/price-for-cigarettes-per-country/>

ODD 2 : Faim « zero »



Sur le plan global, près de 690 millions de personnes souffrent de malnutrition, soit 9% de la population mondiale. Parmi ceux-ci, 135 millions se trouvent au bord de la famine, un nombre qui aurait doublé durant la pandémie de Covid-19.[1] Le deuxième objectif de développement durable de l'ONU s'est donné pour mission d'éradiquer la faim et l'insécurité alimentaire dans le monde à l'horizon 2030. Or, les mesures de contrôle du tabagisme jouent un rôle central pour y parvenir.

Quatre cinquième des fumeurs vivent dans les pays à bas et moyen revenus, une proportion qui ne cesse d'augmenter au fur et à mesure que les citoyens dans les pays occidentaux se détournent de la cigarette. Entre 2005 et 2018, la zone Asie-Pacifique, l'Afrique et le Moyen-Orient ont vu leur part du marché de la fumée passer de 62 à 73%.[2] Or, l'argent consacré par ces populations défavorisées à l'achat de cigarettes les empêche de se nourrir et de nourrir leurs familles de façon adéquate.

Aux Philippines, une famille pauvre dépense en moyenne 37 centimes par mois et par personne en produits à base de tabac. Cette somme lui permettrait d'accroître sa consommation de poisson de 26% et de légumes à base de feuilles de 200%.[3] Au Bangladesh, chaque fumeur pourrait fournir au moins 500 calories de plus par jour à ses enfants s'il abandonnait son vice. A l'échelle du pays, cela permettrait à 10,5 millions de personnes supplémentaires de manger à leur faim et de sauver la vie de 350 enfants chaque jour.[4]

Le phénomène ne touche pas que les pays en voie de développement. Les coûts engendrés par la consommation de cigarettes empêchent aussi de nombreuses familles défavorisées vivant en Suisse de proposer à leurs enfants une alimentation équilibrée, comprenant une variété de fruits, de légumes et de sources de protéines.

La fumée contribue également à la faim en détournant de précieuses terres arables pour la culture du tabac. Cette monoculture intensive, pratiquée essentiellement dans les pays tropicaux, consomme actuellement quelque 5,3 millions d'hectares, soit autant que la surface de la Suisse, des Pays-Bas et du Costa Rica réunis.[5]

Si ces terres étaient utilisées à la place pour cultiver des aliments, elles permettraient de nourrir 20 millions de personnes supplémentaires. Rien qu'en Inde, les 4340 km² dédiés au tabac pourraient

produire assez d'aliments pour 2 millions de personnes.[6] Au Malawi, où un quart de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire, chaque hectare utilisé pour produire une tonne de feuilles de tabac pourrait servir à faire pousser 14,6 tonnes de patates.[7]

La situation est encore aggravée par le fait que la culture du tabac provoque un appauvrissement et une dégradation des sols, les rendant inutilisables pour faire pousser des aliments. Au Malawi et au Sri Lanka, presque toutes les terres arables sont désormais consacrées à la plante à nicotine, car elle permet de générer davantage de revenus que les cultures vivrières.

Paradoxalement, cela ne profite guère aux petits cultivateurs de tabac qui sont souvent sous-payés par les grandes plantations qui les emploient. Au Kenya, ils ne gagnent que 120 dollars par an, une fois leurs frais pris en compte, à peine de quoi se nourrir. Au Malawi, ils reçoivent de minuscules rations alimentaires et sont souvent malnutris. Sur les fermes produisant du tabac, plus de deux tiers des enfants souffrent de retards de croissance, contre 40% sur les autres types d'exploitations agricoles.[8]

Malgré le lien clair entre la culture du tabac et l'insécurité alimentaire, les cigarettiers tentent de s'absoudre en mettant en avant leurs initiatives de lutte contre la faim. Philip Morris International affirme ainsi que ses "efforts pour promouvoir de bonnes pratiques agricoles permettent d'améliorer la sécurité alimentaire des agriculteurs qui (lui) fournissent du tabac". La société basée à Lausanne dit notamment soutenir la production de cultures vivrières aux côtés de celle de tabac au Mozambique, au Malawi et en Tanzanie.[9]

Pour minimiser l'impact de la fumée sur la faim, mieux vaut réduire la demande pour les produits à base de tabac au sein des populations défavorisées, notamment en plaçant des taxes élevées sur les paquets de cigarettes et en interdisant les publicités pour ces dernières. L'article 17 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac propose en outre de promouvoir des alternatives pour permettre aux paysans de se détourner du tabac au profit de cultures vivrières.

Cela pourrait passer par des programmes de substitution, par l'octroi de subsides et de prêts et par la construction de nouvelles routes et d'entrepôts pour permettre aux paysans d'assurer des débouchés à leur production. Plusieurs pays ont déjà pris les devants.

Le Sri Lanka s'est engagé à cesser de produire du tabac d'ici cinq ans, avec une réduction annuelle des surfaces cultivées de 15 à 20% par an. Le Bangladesh, la Bulgarie et l'Espagne ont introduit des incitations financières pour encourager les paysans à remplacer le tabac par de la production

d'aliments. Et l'Union européenne a coupé les subsides autrefois conférés aux cultivateurs de tabac.[10]

En Suisse, il reste encore du chemin à parcourir, en revanche. La culture du tabac y est toujours largement subventionnée, grâce à un impôt de 0,3% prélevé sur la vente des paquets de cigarettes. Moins de 150 cultivateurs se partagent donc une somme de 16 millions de francs, fournie par un fonds géré par la Société coopérative pour l'achat du tabac indigène (SOTA) selon un système de répartition peu transparent.

[1] <https://www.un.org/sustainabledevelopment/hunger/>

[2] https://www.tobaccofreekids.org/assets/global/pdfs/en/Global_Cigarette_Industry_.pdf

[3] https://unfairtobacco.org/wp-content/uploads/2019/12/SDG-facts01_second-edition.pdf

[4] Efroymson, D.; Ahmed, S.; Townsend, J.; Alam, S. M.; Dey, A. R.; Saha, R. et al. (2001): Hungry for tobacco: an analysis of the economic impact of tobacco consumption on the poor in Bangladesh. In *Tob Control* 10 (3), pp. 212–217. DOI: 10.1136/tc.10.3.212.

[5] <https://www.fctc.org/resource-hub/fact-sheet-tobacco-a-barrier-to-sustainable-development/>

[6] https://unfairtobacco.org/wp-content/uploads/2019/12/SDG-facts01_second-edition.pdf

[7] <https://ash.org.uk/media-and-news/blog/the-tobacco-industry-and-the-un-sustainable-development-goals/>

[8] https://unfairtobacco.org/wp-content/uploads/2019/12/SDG-facts01_second-edition.pdf

[9] https://www.pmi.com/resources/docs/default-source/sustainability-reports-and-publications/pmi-sustainability-report-2016.pdf?sfvrsn=5fef95b5_4

[10] <https://www.who.int/fctc/implementation/publications/country-practices-implementation-article-17-WHO-FCTC.PDF>

ODD 3 : Bonne santé et bien-être



Le tabac représente la principale cause de mortalité et de maladies évitables sur le plan mondial. Cela contredit directement le troisième objectif de développement durable de l'ONU, qui prévoit de garantir une bonne santé à tous et cela à toutes les étapes de la vie.

Les méfaits du tabac se font sentir dès l'enfance. Les mineurs sont fréquemment exposés à de la fumée passive. Celle-ci génère 600'000 décès par année parmi les non-fumeurs et plus d'un quart de ces morts concernent des enfants âgés de moins de cinq ans.[1] A cela s'ajoute la fumée tertiaire, à savoir ces particules de nicotine qui se déposent sur les vêtements, les tapis, les murs ou les rideaux et peuvent y persister durant des années, impactant la santé des enfants résidant dans un logement hébergeant un fumeur.

Cette catégorie de la population est particulièrement à risque. Le cerveau continue en effet à se développer jusqu'à l'âge de 25 ans et la nicotine peut affecter l'activité des cellules cérébrales.[2] Cela se traduit par des troubles de l'attention et de la mémoire, de l'anxiété, de l'irritabilité et de l'impulsivité.[3]

La plupart des fumeurs découvrent la cigarette à l'adolescence. Or, les effets du tabac sur la santé se font sentir de façon quasi instantanée, parfois dans les jours qui suivent l'adoption de cette nouvelle habitude. La fumée de cigarette contient plus de 7000 produits chimiques, parmi lesquels figurent les divers composants du tabac (nicotine, plomb, arsénique, cyanure d'hydrogène, formaldéhyde et ammoniac pour n'en citer que quelques-uns), ainsi que les toxines générées par la combustion de ce dernier.

L'inhalation de ces produits accroît le stress oxydatif sur les cellules du fumeur, provoque de l'inflammation, modifie son profil lipidique et rend son système immunitaire moins efficace. Il a aussi plus de chances de développer des maladies respiratoires graves comme la tuberculose, l'asthme ou les dyspnées (une insuffisance respiratoire).[4] Sur le moyen terme, il risque de voir émerger un diabète de type 2, une athérosclérose (un dépôt de plaque sur la paroi des artères) ou une parodontite (une lésion inflammatoire de la bouche).[5]

Le tabac a aussi des effets néfastes sur la santé des cultivateurs, qui sont exposés à de nombreux pesticides. Certains développent la maladie du tabac vert, une intoxication qui survient lorsque la peau

absorbe la nicotine provenant de la surface de plants de tabac humides. Elle se manifeste par des vertiges, des nausées, de la diarrhée et une faiblesse musculaire généralisée. Dans certains cas, elle nécessite une hospitalisation.[6]

Dans les pays producteurs de tabac, comme le Bangladesh, les travailleurs sont exposés à l'épaisse poussière de tabac qui circule dans les usines de cigarettes. Cela endommage leurs poumons et entrave la croissance des nombreux enfants qui y œuvrent.[7]

A fur et à mesure que l'on avance en âge, les effets nocifs des cigarettes se font sentir de façon plus pressante. La consommation de tabac est à l'origine de 90% des cancers du poumon et de 25% décès dus à cancer sur le plan global.[8] Elle provoque notamment des cancers de l'œsophage, de la bouche et de la gorge, de l'estomac, du foie ou du côlon. Or, ces impacts sur la santé sont directement corrélés au nombre d'années passées à consommer du tabac et à la quantité de cigarettes fumées chaque jour.

Ce lien est en revanche moins clair pour les maladies chroniques provoquées par le tabac, qui ont elles aussi tendance à s'exprimer davantage chez les personnes d'âge mûr. La consommation de tabac constitue un facteur de risque important pour les maladies coronariennes. Mais fumer une cigarette par jour est presque aussi dangereux que d'en consommer vingt quotidiennement, car cela suffit à augmenter le risque d'infarctus du myocarde ou d'attaque cérébrale de 40%.

Le danger est plus grand encore lorsque le tabagisme est associé à d'autres facteurs de risque, comme un taux de cholestérol élevé, une hypertension non traitée ou un diabète sucré. Globalement, 20% des décès dus à des maladies cardiovasculaires sont provoqués par le tabac.

Les fumeurs sont également à risque de développer des maladies respiratoires ou des poumons, en tête desquelles figure la bronchopneumopathie chronique obstructive, une inflammation chronique des bronches qui débouche sur une diminution progressive du souffle. Durant la pandémie de Covid-19, les consommateurs de tabac ont été particulièrement affectés par le virus. Leur taux d'hospitalisation et de décès est sensiblement plus élevé que celui des non-fumeurs.[9]

Certains consommateurs de cigarettes sont en outre touchés dans leur vision, avec l'émergence de cataractes ou d'une dégénérescence maculaire, d'autres subissent de l'arthrite, d'autres encore ont des problèmes de densité osseuse.[10]

Globalement, la fumée mène à 8 millions de morts prématurées sur le plan mondial. En Suisse, ce chiffre s'élève à 9500 par an.[11] Sachant que les objectifs du développement durable de l'ONU se sont

engagés à réduire de 30% le taux de mortalité des maladies non-transmissibles d'ici 2030, une réduction du nombre de fumeurs aurait un impact particulièrement important sur la réalisation de ce but.

Malgré l'impact irréfutable du tabac sur la santé, l'industrie de la cigarette l'a longtemps nié, se contentant de mettre sur le marché des versions light ou avec filtre de leurs produits. Plus récemment, elle a changé de discours, choisissant plutôt de mettre en avant les innovations comme les cigarettes électroniques ou les produits à base de tabac chauffé. Mais ces derniers restent addictifs, contiennent des substances nocives comme la nicotine et leurs effets réels sur la santé sont encore mal connus.

La mesure la plus efficace pour limiter les effets de la cigarette sur la santé reste la réduction du nombre de fumeurs. La Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac livre toutefois une série de pistes qui permettent de minimiser son impact sanitaire. Il s'agit essentiellement de politiques publiques comportant des mesures structurelles destinées à limiter la consommation de tabac et ses effets sur la santé.

Parmi celles-ci figurent l'introduction de lois pour limiter l'exposition des non fumeurs à la fumée passive, la régulation des ingrédients entrant dans la composition des produits à base de tabac et l'obligation de les rendre publics. Les paquets de cigarettes devraient en outre avoir l'interdiction d'utiliser des termes comme "light" qui donnent l'impression qu'ils sont peu nocifs et devraient systématiquement inclure des avertissements quant à leurs effets sur la santé.[12]

[1] https://fctc.org/wp-content/uploads/2015/03/Tobacco_sustainable_development_190315.pdf

[2] Benowitz, Neal L. (2010): Nicotine addiction. In *The New England journal of medicine* 362 (24), pp. 2295–2303. DOI: 10.1056/NEJMr0809890 [Titel anhand dieser DOI in Citavi-Projekt übernehmen]

[3] U.S. Department of Health and Human Services (2016): *E-Cigarette Use Among Youth and Young Adults. A Report of the Surgeon General* et Kutlu, Munir Gunes; Gould, Thomas J. (2015): Nicotine modulation of fear memories and anxiety: Implications for learning and anxiety disorders. In *Biochemical pharmacology* 97 (4), pp. 498–511. DOI: 10.1016/j.bcp.2015.07.029 et Hughes, John R. (2007): Effects of abstinence from tobacco: valid symptoms and time course. In *Nicotine Tob Res* 9 (3), pp. 315–327. DOI: 10.1080/14622200701188919. et Froeliger, Brett; Modlin, Leslie A.; Kozink, Rachel V.; Wang, Lihong; Garland, Eric L.; Addicott, Merideth A.; McClernon, F. Joseph (2013): Frontoparietal attentional network activation differs between smokers and nonsmokers during affective cognition. In *Psychiatry research* 211 (1), pp. 57–63. DOI: 10.1016/j.psychres.2012.05.

[4] Bonnie RJ, Stratton K, Kwan LY, editors. *Public Health Implications of Raising the Minimum Age of Legal Access to Tobacco Products*. Washington (DC): National Academies Press (US); 2015 Jul 23. 4, *The Effects of Tobacco Use on Health*.

[5] Ibid.

[6] Graen, Laura. (2018). Tobacco industry: Truly transformed or using SDGs as a smokescreen for old strategies?.

[7] Shoba John; Shailesh Vaite; Debra Efroymsen (2003): Tobacco and Poverty Observations from India and Bangladesh. PATH Canada. Kanada.

[8] <https://www.euro.who.int/en/health-topics/disease-prevention/tobacco/news/news/2020/2/tobacco-use-causes-almost-one-third-of-cancer-deaths-in-the-who-european-region>

[9] <https://www.who.int/news-room/commentaries/detail/smoking-and-covid-19>

[10] Bonnie RJ, Stratton K, Kwan LY, editors. Public Health Implications of Raising the Minimum Age of Legal Access to Tobacco Products. Washington (DC): National Academies Press (US); 2015 Jul 23. 4, The Effects of Tobacco Use on Health.

[11] <https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/zahlen-und-statistiken/zahlen-fakten-zu-sucht/zahlen-fakten-zu-tabak.html>

[12] <https://fctc.who.int/>

ODD 4 : Éducation de qualité



Le droit à une éducation de qualité se trouve au cœur du quatrième objectif de développement durable de l'ONU. Or, le tabagisme met sa réalisation en danger. Dans la plupart des pays à bas et moyen revenus, les ménages dépensent davantage pour acheter des produits à base de tabac que pour l'éducation de leurs enfants. En Bulgarie, en Indonésie, au Myanmar et au Népal, les familles démunies y consacrent 5 à 15% de leurs revenus, ce qui les empêche souvent de s'acquitter des frais d'écolage de leurs enfants.[1] Au Vietnam, les fumeurs dédient presque quatre fois plus d'argent à l'achat de cigarettes qu'à l'éducation.

Lorsqu'un parent tombe malade en raison de sa consommation de tabac, ses enfants interrompent fréquemment leurs études pour s'en occuper. Parfois, ils doivent même prendre un emploi pour pallier à la perte de revenus engendrée par son incapacité de travailler. A l'échelle d'un pays, les frais engendrés par les mesures de prévention du tabagisme et les coûts de la santé liés à la consommation de cigarettes ont un impact négatif sur les montants dévolus à l'éducation.

Lorsqu'un parent tombe malade en raison de sa consommation de tabac, ses enfants interrompent fréquemment leurs études pour s'en occuper. Parfois, ils doivent même prendre un emploi pour pallier à la perte de revenus engendrée par son incapacité de travailler. A l'échelle d'un pays, les frais engendrés par les mesures de prévention du tabagisme et les coûts de la santé liés à la consommation de cigarettes ont un impact négatif sur les montants dévolus à l'éducation.

La fumée met également en danger les capacités d'apprentissage des enfants et des adolescents en impactant le développement de leur cerveau. Le cortex préfrontal, la zone responsable des fonctions cognitives dites supérieures, notamment le langage, la mémoire de travail et le raisonnement, est en effet l'une des dernière à atteindre la maturité. A l'adolescence, elle est encore en phase de développement et l'exposition à la nicotine peut induire des changements moléculaires irréversibles dans le fonctionnement des synapses, selon les études effectuées sur des modèles animaliers.[2]

Cela accroît le risque de développer des problèmes psychiatriques ou des déficits de l'attention chez les jeunes qui consomment des produits à base de tabac. Sachant que 24% des Suisses âgés de 15 à 19 ans fument et que l'immense majorité (87%) des adeptes de produits à base de tabac ont touché leur première cigarette avant l'âge de 21 ans, une part importante des adolescents sont à risque de voir leur

droit à une éducation de qualité mise en danger.[3] Cette proportion est plus élevée encore si l'on inclut les cigarettes électroniques et autres produits à base de tabac chauffé - tout aussi chargés en nicotine que les cigarettes classiques - de plus en plus populaires auprès des adolescents.

Consciente des risques de la nicotine pour les jeunes, l'industrie du tabac n'en continue pas moins de se promouvoir auprès de cette tranche de la population, notamment en mettant sur le marché des vaporettes jetables à bas prix ou des liquides à base de nicotine avec des saveurs destinées à plaire aux adolescents, comme la fraise tagada, le cookie caramel ou le coca-cola. Entre 2003 et 2016, les cigarettiers ont en outre monté une offensive de lobbying à l'intention de l'UNICEF, l'agence des Nations unies consacrée aux droits de l'enfant, et sont parvenus à l'infiltrer, obtenant qu'elle mette en sourdine ses efforts pour lutter contre le tabagisme chez les jeunes.[4]

Dans les pays producteurs de tabac, la fumée impacte indirectement le droit à l'éducation, en obligeant de nombreux enfants et adolescents à renoncer à l'école pour travailler sur les plantations. À l'échelle mondiale, quelque 1,3 million de jeunes âgés de moins de 14 ans œuvrent dans les champs de tabac et 10 à 14% des enfants de cultivateurs ne vont pas à l'école.[5] Rien qu'en Inde, ils sont 500'000 dans ce cas.

Le problème est particulièrement aigu durant la saison des récoltes, qui requiert une main d'oeuvre importante. Les bas salaires versés aux cueilleurs de feuilles par l'industrie du tabac les oblige en outre à faire travailler leurs enfants afin de maximiser les rentrées familiales.[6]

Ce phénomène ne se limite pas aux pays en voie de développement comme le Kazakhstan et le Malawi: de nombreux enfants travaillent sur les plantations de tabac aux Etats-Unis, notamment dans le Kentucky, la Caroline du Nord, le Tennessee et la Virginie.[7] Dans certains pays, comme le Bangladesh, les usines de production de cigarettes emploient également des mineurs, les exposant à des poussières de tabac nocives et les empêchant de se rendre à l'école [8] Le contact avec les feuilles de tabac peut de plus provoquer un empoisonnement par la peau particulièrement grave chez les enfants.

Consciente des dégâts pour leur image générés par les photos d'enfants oeuvrant sur des plantations de tabac, les cigarettiers ont créé plusieurs ONG dont l'objectif annoncé est de lutter contre le travail des enfants. L'une d'elles, Eliminating Child Labour in Tobacco-Growing Foundation (ECLT), fondée à Genève en 2000, se décrit comme une fondation indépendante cherchant à éliminer le travail des enfants dans l'industrie du tabac.

En réalité, les quatre grands cigarettiers (British American Tobacco, Imperial Tobacco, Japan Tobacco International, Philip Morris International) sont tous représentés dans son conseil d'administration et lui fournissent l'ensemble de ses revenus, qui se sont élevés à 5,7 millions de dollars en 2020.[9] Ses activités se limitent à une poignée de conférences, de déclarations publiques et de projets de développement sans lien apparent avec la lutte contre le travail des mineurs, dans le but d'acquérir du poids politique dans les pays producteurs de tabac.[10] Les organisations de lutte contre le tabagisme dénoncent depuis des années les activités fumeuses de ECLT.

Elle est aussi parvenue à influencer les politiques de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale du travail (OIT), grâce à ses activités de lobbying. En 2017, l'OIT a admis avoir reçu 5,3 millions de dollars de financements de la part de ECLT.[11] Du côté des cigarettiers, tous les moyens sont bons pour faire oublier l'impact nocif de l'industrie du tabac sur le droit de tous à une éducation de qualité.

[1] <https://www.who.int/fctc/implementation/publications/who-fctc-undp-wntd-2017.pdf?ua=1>

[2] Goriounova, Natalia A, and Huibert D Mansvelder. "Short- and long-term consequences of nicotine exposure during adolescence for prefrontal cortex neuronal network function." *Cold Spring Harbor perspectives in medicine* vol. 2,12 a012120. 1 Dec. 2012, doi:10.1101/cshperspect.a012120.

[3] <https://tabagisme.unisante.ch/combien-de-jeunes-fumeurs-en-suisse/>

[4] The Tobacco Industry and Children's Rights, Yvette van der Eijk, Stella A. Bialous, Stanton Glantz, *Pediatrics* May 2018, 141 (5) e20174106; DOI: 10.1542/peds.2017-4106.

[5] <https://www.who.int/fctc/implementation/publications/who-fctc-undp-wntd-2017.pdf?ua=1>

[6] <https://www.theguardian.com/world/2018/jun/25/revealed-child-labor-rampant-in-tobacco-industry>

[7] <https://www.hhrjournal.org/2018/08/child-labor-in-global-tobacco-production-a-human-rights-approach-to-an-enduring-dilemma/>

[8] Efroymson, Debra; FitzGerald, Sian; Jones, Lori (2011): Tobacco and Poverty: Research for Advocacy Guidelines. HealthBridge Foundation of Canada. Ottawa. Available online at https://healthbridge.ca/images/uploads/library/TobaccoPovertyResearchGuidelines_English.pdf.

[9] <https://tobaccotactics.org/wiki/eclt/>

[10] Otañez, M G et al. "Eliminating child labour in Malawi: a British American Tobacco corporate responsibility project to sidestep tobacco labour exploitation." *Tobacco control* vol. 15,3 (2006): 224-30. doi:10.1136/tc.2005.014993 [Titel anhand dieser DOI in Citavi-Projekt übernehmen]

[11] <https://tobaccotactics.org/wiki/eclt/>

ODD 5 : L'égalité des genres



Historiquement, il y a toujours eu davantage de fumeurs que de fumeuses. Mais la tendance est en train de s'inverser, notamment dans les pays développés et parmi les jeunes femmes. Le phénomène est particulièrement marqué dans certains Etats européens, par exemple en Grèce, au Danemark, en Irlande, aux Pays-Bas, en Norvège, en Suède et au Royaume-Uni. En 2018, 19% des femmes européennes fumaient, contre 9% sur le plan global.[1] La Suisse n'est pas de reste : en 2017, 23,3% des Suissesse fumaient, un taux resté pratiquement inchangé depuis dix ans.[2] Cela contredit le cinquième objectif de développement durable de l'ONU, qui a pour but d'autonomiser les femmes et les filles, ainsi que de défendre l'égalité de leurs droits.

Les femmes synthétisent la nicotine plus rapidement que les hommes et sont donc davantage susceptibles de développer une addiction au tabac.[3] Elles ne fument pas non plus pour les mêmes raisons que leurs pairs masculins. Une vulnérabilité émotionnelle, une faible estime de soi et une humeur dépressive sont les principaux facteurs prédictifs pour la consommation de tabac chez les femmes. La cigarette leur sert à réguler leur stress, leurs émotions et leurs angoisses, notamment au travail.[4]

Les femmes ne sont pas non plus égales aux hommes en ce qui concerne les effets du tabac sur leur santé.[5] Parmi les 8,7 millions de personnes qui décèdent annuellement des suites du tabagisme, 2,15 millions sont des femmes.[6] Elles sont davantage susceptibles de développer une bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO), perdent plus rapidement leurs fonctions pulmonaires et contractent la maladie à un plus jeune âge.[7]

Leur risque de développer un cancer du poumon[8], une maladie cardiovasculaire[9] ou un anévrisme de l'aorte abdominale est également plus élevé. Et elles souffrent davantage des effets de la fumée passive, notamment à la maison. Celle-ci tue 600'000 femmes chaque année, soit 64% du total mondial.[10] Comme elles ont tendance à privilégier les cigarettes «light», elles ont en outre davantage de risque de développer un adénocarcinome, une forme de cancer associée aux filtres des cigarettes et à une faible teneur en goudron.[11]

A cela s'ajoute, une série d'affections purement féminines, comme le cancer du col de l'utérus, le cancer du sein, le cancer des ovaires et l'ostéoporose, favorisées par le tabagisme. Les femmes en âge

de procréer sont particulièrement concernées par les effets sur la santé de la fumée, puisque cette dernière peut interférer avec leur fertilité, ralentir la croissance du fœtus ou provoquer des malformations congénitales.[12] La cigarette peut aussi faire survenir la ménopause plus tôt, ce qui accroît le risque de maladies osseuses et cardiaques, ainsi que de cancer du sein.[13]

Lorsqu'il s'agit de renoncer à la fumée, les femmes sont également plus mal loties que leurs pairs masculins. Les femmes se font moins souvent prescrire des médicaments à base de nicotine pour arrêter de fumer et ceux-ci sont moins efficaces chez elles pour atténuer les symptômes de manque. Plusieurs études ont d'ailleurs montré que le taux de rechute est plus élevé chez ces dernières, surtout après six mois d'abstinence.[14]

Malgré les risques encourus par les fumeuses, l'industrie du tabac n'a eu de cesse de se promouvoir face à ce segment de la population. Cela a commencé dans les années 20, avec la création de Marlboro comme une marque plus «douce» destinée aux femmes, bien avant la découverte de son fameux cowboy. Cela s'est poursuivi dans les années 50 à 70 avec le lancement de marques aux noms féminins comme Capri, Vogue, Eve, Glamour ou Kiss. Sur le marché suisse, British American Tobacco a lancé la marque Mary Long, dont le paquet jaune était orné d'une pin-up au look soigné. Dans les années 60 et 70, les cigarettiers ont commencé à lier la fumée au mouvement d'émancipation des femmes, multipliant les campagnes de publicité présentant les fumeuses comme des femmes libérées et modernes. A la même période, ils ont mis sur le marché des versions «light», slim et mentholées de leurs cigarettes, clairement destinées à un public féminin, n'hésitant pas à tirer un parallèle entre la fumée et la perte de poids.

Aujourd'hui, l'industrie du tabac continue à s'adresser aux femmes de manière massive.[15] Elle en a même fait une cible prioritaire pour compenser la diminution du nombre de fumeurs parmi les hommes. Les femmes sont particulièrement visées par les publicités pour les nouveaux produits à base de tabac. La cigarette chauffée IQOS, appartenant à Philip Morris, a ainsi enrôlé de nombreuses influenceuses, à l'image de la mannequin suisse Tamy Glauser, qui posent sur les réseaux sociaux en compagnie de ses produits. L'appareil chauffant, disponible en une multitude de teintes pastel, vise-lui aussi un public féminin. Une récente campagne de marketing encourageait d'ailleurs les femmes à l'assortir à leur couleur de rouge à lèvres préférée.[16]

Pour favoriser l'égalité des genres, les campagnes de sensibilisation aux effets du tabac et les mesures d'aide au sevrage devraient s'adresser plus spécifiquement aux femmes. Le recours à des substituts nicotiques peut par exemple être pertinent si l'on craint de prendre du poids. De même, les lois

réglementant les publicités pour le tabac devraient interdire les campagnes ciblant les femmes. L'introduction de paquets de cigarettes à l'emballage neutre dans plusieurs pays représente à cet égard un pas dans la bonne direction.

[1] <https://www.who.int/publications/i/item/who-global-report-on-trends-in-prevalence-of-tobacco-use-2000-2025-third-edition>

[2] <https://www.stopsmoking.ch/frauen-und-rauchen/>

[3] <https://www.escardio.org/Journals/E-Journal-of-Cardiology-Practice/Volume-20/women-and-tobacco-a-gender-perspective>

[4] Wray JM, Gray KM, McClure EA, Carpenter MJ, Tiffany ST, Saladin ME. Gender differences in responses to cues presented in the natural environment of cigarette smokers. *Nicotine Tob Res Off J Soc Res Nicotine Tob.* 2015;17(4):438-442 et al'Absi M, Nakajima M, Allen S, Lemieux A, Hatsukami D. Sex differences in hormonal responses to stress and smoking relapse: a prospective examination. *Nicotine Tob Res Off J Soc Res Nicotine Tob.* 2015;17(4):382-389

[5] European Institute of Women's Health (EIWH) (2017): Women and Smoking in the EU. Dublin. Online verfügbar unter <https://eurohealth.ie/>.

[6] <https://www.escardio.org/Journals/E-Journal-of-Cardiology-Practice/Volume-20/women-and-tobacco-a-gender-perspective>

[7] Cote CG, Chapman KR. Diagnosis and treatment considerations for women with COPD. *Int J Clin Pract.* 2009;63:486-93.

[8] Freedman ND, Leitzmann MF, Hollenbeck AR, Schatzkin A, Abnet CC. Cigarette smoking and subsequent risk of lung cancer in men and women: analysis of a prospective cohort study. *Lancet Oncol.* 2008; 9:649-56.

[9] Huxley RR, Woodward M. Cigarette smoking as a risk factor for coronary heart disease in women compared with men: a systematic review and meta-analysis of prospective cohort studies. *Lancet.* 2011;378:1297-305.

[10] <https://www.escardio.org/Journals/E-Journal-of-Cardiology-Practice/Volume-20/women-and-tobacco-a-gender-perspective>

[11] <https://www.stopsmoking.ch/frauen-und-rauchen/>

[12] Szkup M, Jurczak A, Karakiewicz B, Kotwas A, Kope? J, Grochans E. Influence of cigarette smoking on hormone and lipid metabolism in women in late reproductive stage. *Clin Interv Aging.* 2018;13:109-15.

[13] <https://www.stopsmoking.ch/frauen-und-rauchen/>

[14] Smith PH, Kasza KA, Hyland A, et al. Gender differences in medication use and cigarette smoking cessation: results from the International Tobacco Control Four Country Survey. *Nicotine Tob Res Off J Soc Res Nicotine Tob.* 2015;17(4):463-472. doi:10.1093/ntr/ntu212.

[15] Bienlein, Martin (2021): Frauen und Jugendliche zuerst. Marketing der Tabakindustrie und des Tabakhandels – Werbung, Sponsoring und Verkaufsförderung in der Schweiz. Bern: Schweizerische Gesellschaft für Gesundheitspolitik (SGGP) (141).

[16] https://tobacco-img.stanford.edu/wp-content/uploads/2021/07/21231822/IQOS_Paper_2-21-2020F.pdf

ODD 6 : L'accès à une eau propre



En 2021, pendant des actions de nettoyage des plages, on estime que plus de 4,2 millions de mégots de cigarettes ont pu être récoltés. Cela ne représente toutefois qu'une fraction des 6,5 billions de cigarettes produites dans le monde chaque année, dont au moins les 75% finissent dans les rivières et les océans.[1]. Cela contredit frontalement le sixième objectif de développement durable de l'ONU, qui demande de garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion

durable des ressources en eau. Les cigarettes usagées sont fréquemment jetées sur les trottoirs, dans l'herbe et, plus généralement, dans l'espace public. De là, elles sont emportées par la pluie vers les bouches d'égout, avant de finir dans les rivières, les mers et les océans. La Suisse n'est pas épargnée : rien qu'à Genève, 476'000 mégots sont jetés dans la rue quotidiennement.[2]

Or comme les mégots sont essentiellement composés d'un filtre en acétate de cellulose, une forme de plastique non biodégradable, ils persistent sur les plages et au fond des plans d'eau durant une quinzaine d'années. Ils finissent par se décomposer en petites particules, qui peuvent être ingérées par la vie marine. Ils libèrent aussi de nombreuses substances toxiques, dont de l'arsénique, du plomb et de l'éthylphénol, qui affectent la qualité de l'eau.[3] Un seul d'entre eux suffit à contaminer 1000 litres d'eau.[4]

Et il n'y a pas que les mégots. En 2015, 12'089 briquets, 58'672 pointes de cigares et 33'865 emballages de cigarettes ont été retirés des cours d'eau aux Etats-Unis.[5] A cela s'ajoute depuis peu les cigarettes électroniques usagées. Celles-ci contiennent des circuits électroniques, des batteries composées de plomb et de mercure et des cartouches de liquide à base de sels de nicotine et de métaux lourds, qui peuvent contaminer de vastes plans d'eau.[6]

La production de cigarettes diminue aussi les quantités d'eau potable à disposition de la population dans les pays pauvres où se trouvent la majorité des plantations de tabac. Faire pousser une tonne de ces feuilles à base de nicotine nécessite en effet 2925 m³ d'eau, ce qui en fait l'une des cultures les plus gourmandes en or bleu. A titre de comparaison, une tonne de sucre ne requiert que 200 m³ d'eau et une tonne de céréales 1600 m³. [7]

Et comme le tabac est cultivé sous forme de monoculture, il requiert de vastes quantités de pesticides et de fertilisants, qui s'infiltrant dans les nappes phréatiques et les cours d'eau avoisinants les

plantations. Parmi les substances fréquemment utilisées figurent l'imidaclopride et le bromure de méthyle, tous deux caractérisés par une forte toxicité. Un autre pesticide régulièrement employé, le 1,3-Dichloropropène, provoque des troubles respiratoires, des irritations de la peau et potentiellement des cancers lorsque les humains y sont exposés.[8]

Une fois les feuilles de tabac récoltées, leur transformation en produit fini requiert elle aussi d'importantes quantités d'eau. Il faut par exemple exposer le tabac séché à de la vapeur d'eau pour lui assurer un certain niveau d'humidité et lui rajouter des additifs. Les veines des feuilles et la poussière de tabac sont quant à eux traités à l'eau pour être amalgamés et rajoutés au mélange entrant dans la composition des cigarettes.

La production mondiale annuelle de tabac brut, qui s'élève à 7,5 millions de tonnes, requiert ainsi 22 milliards de m³ d'eau.[9] Plus parlant pour le consommateur, le fait de fumer un paquet de cigarettes par jour durant 50 ans nécessite 1,4 million de litres d'eau. Et il faut 3,7 litres d'eau pour produire une seule cigarette.[10]

Malgré ce bilan environnemental désastreux, l'industrie du tabac refuse de reconnaître sa responsabilité. Bien au contraire. Elle multiplie les initiatives en apparence charitables pour détourner l'attention de ses manquements. Les fabricants de cigarettes opèrent pour la plupart des programmes de nettoyage des plages ou de distribution de cendriers, qui mettent l'accent sur la responsabilité du consommateur de ne pas jeter ses mégots de cigarette dans la nature, alors qu'il leur serait aisé de régler le problème en amont en créant des filtres moins polluants.[11]

Pire, certains ont mis sur le marché des cigarettes «biodégradables», qui se décomposent certes plus rapidement mais ont aussi pour effet de libérer plus de toxines dans l'environnement.[12] L'industrie du tabac investit aussi des moyens importants pour dissimuler son impact sur la pollution des aquifères et les carences en eau potable. Philip Morris International a ainsi effectué une présentation en 2016 devant le Pacte mondial des Nations unies pour démontrer que la production de tabac nécessite moins d'eau que celle du thé ou du chocolat.[13] Dans leur propre communication, lorsqu'ils quantifient les quantités d'eau utilisées chaque année, les fabricants de cigarettes omettent sciemment la part de leurs fournisseurs.[14]

Pour minimiser l'impact des cigarettiers sur le droit de tous à bénéficier d'une eau propre en quantités suffisantes, il faudrait les soumettre au principe du « pollueur payeur». Celui-ci impute les coûts associés au ramassage et au traitement des mégots, des cigarettes électroniques et des briquets

usagés à l'industrie qui les a générés plutôt qu'au consommateur. Concrètement, cela pourrait se traduire par une taxe plus élevée sur les produits à base de tabac. Des mesures de ce type sont en cours d'examen dans l'Union européenne, en France, en Irlande, au Royaume-Uni et aux États-Unis.[15]

Outre-Atlantique, certaines municipalités sont allées plus loin encore : elles sont plus de 300 à avoir interdit la fumée sur les plages et plus de 1500 à l'avoir prohibée dans les parcs.[16] Mais cette tendance se répand et plus près de chez nous Barcelone a aussi commencé à interdire la fumée sur les plages en avril 2021.[17] De quoi assurer un peu de répit aux cours d'eau et aux côtes envahis par les rebuts de cigarette.

[1] https://truthinitiative.org/sites/default/files/media/files/2021/03/Truth_Environment%20FactSheet%20Update%202021_final_030821.pdf

[2] <https://www.letemps.ch/suisse/geneve-sattaque-aux-476-000-megots-jetes-quotidiennement-rues>

[3] <https://exposetobacco.org/wp-content/uploads/TI-and-environment.pdf>

[4] Green, Amy & Putschew, Anke & Nehls, Thomas. (2014). Littered cigarette butts as a source of nicotine in urban waters. *Journal of Hydrology*. <https://doi.org/10.1016/j.jhydrol.2014.05.046>.

[5] https://truthinitiative.org/sites/default/files/media/files/2021/03/Truth_Environment%20FactSheet%20Update%202021_final_030821.pdf

[6] Ibidem

[7] <https://hess.copernicus.org/articles/15/1577/2011/hess-15-1577-2011.pdf>

[8] <https://tobaccotactics.org/timeline/pesticides/>

[9] https://www.unfairtobacco.org/wp-content/uploads/2017/05/tobacco_antisocial_web.pdf

[10] Cigarette Smoking: An Assessment of Tobacco's Global Environmental Footprint Across Its Entire Supply Chain, Maria Zafeiridou, Nicholas S Hopkinson, and Nikolaos Voulvoulis, *Environmental Science & Technology* 2018 52 (15), 8087-8094, DOI: 10.1021/acs.est.8b01533.

[11] <https://exposetobacco.org/wp-content/uploads/TI-and-environment.pdf>

[12] Koroleva, E., Mqulwa, A.Z., Norris-Jones, S. et al. Impact of cigarette butts on bacterial community structure in soil. *Environ Sci Pollut Res* 28, 33030–33040 (2021). <https://doi.org/10.1007/s11356-021-13152-w>.

[13] https://web.archive.org/web/20200407205822/https://s3-us-west-2.amazonaws.com/ungc-production/attachments/cop_2017/417561/original/PMI_UNGC_CoP_2016.pdf?1505210727

[14] <https://exposetobacco.org/wp-content/uploads/TI-and-environment.pdf>

[15]

https://truthinitiative.org/sites/default/files/media/files/2021/03/Truth_Environment%20FactSheet%20Update%202021_final_030821.pdf

[16] <https://www.catalannews.com/society-science/item/smoking-to-be-banned-on-four-barcelona-beaches-in-pilot-test-this-summer>

ODD 7 : De l'énergie verte pour tous



Garantir l'accès de tous à des sources d'énergie propres et durables, à un coût abordable, c'est la promesse faite par le septième Objectif de développement durable de l'ONU. Or, l'industrie du tabac met en danger sa réalisation sur plusieurs fronts.

Les vastes quantités de terres fertiles utilisées pour cultiver du tabac – plus de 4 millions d'hectares dans plus de 120 pays, en tête desquels figurent la Chine, l'Inde, le Brésil et les Etats-Unis – sont en compétition directe avec les champs de betteraves, de maïs ou de soja servant à produire des biocarburants.[1] Les terres servant à la culture du tabac ne peuvent pas non plus servir à héberger des parcs à éoliennes ou à panneaux solaires, sources d'énergies renouvelables.

Mais là où l'impact de l'industrie du tabac sur l'accès de tous à une énergie propre en quantités suffisantes se fait le plus sentir, c'est au niveau des usines de cigarettes. En 2014, les 6 trillions de cigarettes produites sur le plan mondial ont nécessité 62,2 pétajoules d'électricité.[2] Japan Tobacco, Philip Morris International et British American Tobacco sont les plus gourmands en énergie, suivis de Altria et Imperial Tobacco.

A titre de comparaison, les 1380 gigawatts consommés par Altria en 2014 correspondent à peu près aux 1392 gigawatts utilisés par les 22'000 cafés exploités par Starbucks cette année-là.[3] De même, la consommation énergétique cumulée des cinq plus grands cigarettiers équivaut à celle générée par la production d'environ deux millions de voitures.[4]

Certains processus de fabrication des cigarettes sont particulièrement intensifs sur le plan énergétique. Parmi ceux-ci figurent le séchage du tabac, durant lequel les feuilles sont accrochées dans des granges au-dessus de cendres incandescentes de charbon ou de bois durant plusieurs semaines, la fabrication des filtres en acétate de cellulose et l'imprégnation du tabac coupé avec du dioxyde de carbone liquide pour accroître sa masse (un processus appelé DIET).[5]

A cela s'ajoutent les carburants utilisés pour alimenter les avions, les navires et les camions servant à acheminer les paquets de cigarettes des usines jusqu'au consommateur. Dans ses rapports de responsabilité sociale, qui servent d'habile outil de communication pour embellir l'image de l'industrie[6], Philip Morris International fournit une vue détaillée de sa consommation énergétique,

mesurée à l'aune de ses émissions de CO₂. La culture du tabac génère 23% de ces dernières, la production de cigarettes 51% et leur transport 13%.^[7]

Le groupe suisse-américain précise que l'émergence des nouveaux produits à base de tabac chauffé a eu un impact important sur son empreinte énergétiques. Leur production nécessite en effet quatre fois plus d'énergie que celle des cigarettes classiques, principalement à cause des grandes quantités de vapeur déployées, selon lui.

Au total, Philip Morris International a émis 911'160 tonnes de CO₂ en 2020 uniquement dans le cadre de sa chaîne de production, affirme-t-il dans son rapport. Les 6 trillions de cigarettes fabriquées en 2014 avaient pour leur part généré près de 84 mégatonnes de CO₂, soit 0,2% du total mondial.^[8]

A cela s'ajoutent les importantes quantités d'énergie déployées pour recycler les déchets issus de la fumée – cigarettes électroniques usagées, mégots - ainsi que pour produire des médicaments et traiter les malades du tabagisme. On manque toutefois cruellement de données à ce sujet.

Consciente de son impact sur la consommation énergétique mondiale, l'industrie du tabac a mis sur pied un dispositif de relations publiques élaboré destiné à minimiser cette image négative dans l'esprit des consommateurs. Philip Morris International publie ainsi chaque année un rapport richement illustré détaillant ses progrès. En 2020, la firme a réduit ses émissions de CO₂ de 18% et obtenu 34% de son énergie de sources renouvelables, y lit-on.

Le document relate aussi comment l'usine de Neuchâtel du groupe s'est dotée en 2020 d'un système de pyrolyse qui lui permet de produire de la vapeur et de l'eau chaude à partir de déchets plutôt que d'énergies fossiles. Cela lui a valu une certification de la part de l'ONG suisse Myclimate, dont la cérémonie en compagnie de plusieurs élus, parmi lesquels figuraient des membres de la gauche et des verts, a été dûment rapportée dans les médias locaux.^[9]

Japan Tobacco International relate pour sa part sur son site internet comment l'une de ses usines au Malawi est parvenue à réduire sa consommation d'électricité de près de 65% entre 2015 et 2017, comment un autre site de production en Suède est désormais alimenté à l'aide d'une centrale à vapeur fonctionnant avec des pellets en bois et comment ses entrepôts en Turquie ont été équipés de panneaux solaires.^[10]

Mais derrière ses histoires à succès se cache une vérité moins rutilante. Les producteurs de tabac aiment mettre en avant leurs petites réussites pour mieux taire l'ampleur de la tâche qui reste à

accomplir. Dans son rapport de responsabilité sociale de 2014, Altria s'enorgueillit ainsi d'avoir remplacé les chaudières à charbon de trois usines américaines par des chaudières à gaz, mais se garde bien de préciser que ses autres sites de production continuent de fonctionner au charbon.[11] De même, Imperial Tobacco omet de fournir des données sur les quantités et le type d'énergie utilisés dans ses usines au Laos et en Turquie.[12]

La façon dont les chiffres sont rapportés, qui ne fait pas l'objet d'un examen par une tierce partie neutre, laisse aussi à désirer. Au lieu d'indiquer leur consommation énergétique en chiffres absolus, les fabricants de tabac ont adopté une unité de mesure qui leur permet de la rapporter «par million de cigarettes produites». Cela obscurcit leur empreinte écologique grandissante au fur et à mesure que leur production de cigarettes croît.

Plus récemment, ils ont commencé à communiquer uniquement le coût environnemental de leurs activités, présenté sous la forme d'un pourcentage de leurs revenus nets, une solution encore plus obscure.[13] Face à ce manque de transparence, certains pays – à l'instar du Brésil ou du Canada – exigent désormais que les cigarettiers informent le public quant à leur consommation énergétique et leurs émissions de CO2.

En Suisse, rien n'est entrepris pour introduire de la transparence quant à la consommation d'énergie par l'industrie du tabac. Dans le cadre de la consultation publique sur la nouvelle Stratégie pour le développement durable 2030[14] adoptée par le Conseil fédéral en juin 2021, AT Suisse avait soumis une prise de position détaillée sur l'impact négatif de cette industrie, notamment sur le plan énergétique. Malheureusement, le tabac n'a finalement même pas été mentionné dans le document final.

[1] <https://tobaccoatlas.org/topic/growing/>

[2] [https://www.thelancet.com/cms/10.1016/S0140-6736\(19\)31888-4/attachment/0063df22-0b46-42fc-9513-cb4954c42cb7/mmc1.pdf](https://www.thelancet.com/cms/10.1016/S0140-6736(19)31888-4/attachment/0063df22-0b46-42fc-9513-cb4954c42cb7/mmc1.pdf) [Titel anhand dieser DOI in Citavi-Projekt übernehmen]

[3] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255574/9789241512497-eng.pdf>

[4] Ibidem

[5] Ibidem

[6] <https://exposetobacco.org/resource/csr-fact-sheet/>

[7] <https://www.pmi.com/sustainability/reporting-on-sustainability/climate-protection-progress-2020>

[8] Hopkinson, Nicholas S, Deborah Arnott, e Nick Voulvoulis. "Environmental Consequences of Tobacco Production and Consumption". The Lancet 394, no 10203 (setembro de 2019): 1007–8. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)31888-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)31888-4).

[9] <https://www.rtn.ch/rtn/Actualite/Region/20210604-Neutralite-carbone-chez-PMI.html>

[10] <https://www.jti.com/news-views/sustainable-energy-manufacturing>

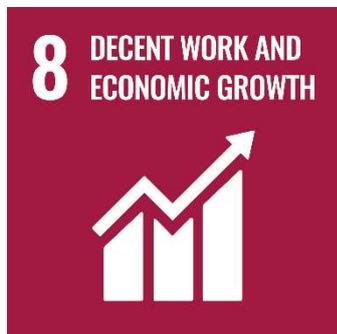
[11] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255574/9789241512497-eng.pdf>

[12] Hendlin, Y.H., Bialous, S.A. The environmental externalities of tobacco manufacturing: A review of tobacco industry reporting. *Ambio* 49, 17–34 (2020). <https://doi.org/10.1007/s13280-019-01148-3>.

[13] Ibidem

[14] <https://www.are.admin.ch/are/fr/home/developpement-durable/strategie/sdd.html>

ODD 8 : Des emplois décents pour tous et une croissance économique durable



Le huitième Objectif de Développement Durable de l'ONU a pour but de promouvoir une croissance économique soutenue et durable, ainsi qu'un travail décent pour tous. L'industrie du tabac emploie certes quelque 100 millions de personnes sur le plan global, mais la plupart de ces emplois ne sont pas désirables.[1]

Les 40 millions d'agriculteurs travaillant sur les plantations de tabac – situés pour la plupart dans des pays pauvres ou en voie de développement comme le Malawi, le Zimbabwe, l'Indonésie, la Chine et le Brésil – sont particulièrement mal lotis. Obligés d'acheter de coûteux semis, fertilisants et pesticides pour entretenir leurs cultures, ils ne sont que peu rémunérés par les syndicats qui achètent leurs feuilles de tabac pour le compte des grands cigarettiers et qui n'ont cessé de pousser les prix à la baisse.

Le revenu moyen d'un cultivateur de tabac au Malawi atteint à peine 247 francs pour dix mois de labeur intensif.[2] Dans certains pays, comme au Liban, la culture de tabac ne serait même pas rentable sans les subsides que le gouvernement lui accorde.[3] Cette situation place les agriculteurs dans une situation d'endettement inextricable. Ils sont nombreux à s'être résolus à faire travailler des enfants et des femmes ou des migrants sur leurs fermes, dans des conditions de quasi esclavage.

Quelque 1,3 million d'enfants œuvrent sur des plantations de tabac. On les trouve notamment au Malawi, au Zimbabwe, au Mexique, en Indonésie et au Kazakhstan.[4] Début 2021, Continental Tobacco Alliance, l'un des plus grands exportateurs de tabac du Brésil, s'est retrouvé devant les tribunaux, accusé d'avoir placé les ouvriers travaillant sur ses fermes – y compris des mineurs – dans des conditions proches de l'esclavage.[5]

Le phénomène ne se limite pas aux pays marqués par la pauvreté. Dans le sud de l'Italie, des travailleurs journaliers sont recrutés sur le bord des routes pour travailler sur les plantations de tabac pour un salaire de misère.[6] Aux Etats-Unis, on trouve de nombreux enfants sur les fermes situées dans le sud-est du pays – au Kentucky, au Tennessee, en Virginie et en Caroline du Nord – où se concentre la culture du tabac.[7]

En Suisse même, les cultivateurs de tabac continuent d'engager des mineurs pour les assister au moment de la récolte. Une annonce parue sur le site d'offres d'emploi Adosjob.ch en 2018 disait chercher des jeunes cueilleurs de tabac pour œuvrer sur une ferme dans le canton de Vaud. Ils devaient être « âgés de 15 ans au moins » et capables de supporter des conditions de travail difficiles. Le salaire ? Entre 8 et 15 francs de l'heure, en fonction de la qualité du travail.[8]

En plus d'être mal payés, les ouvriers travaillant sur les plantations de tabac s'exposent à de graves risques pour leur santé, comme la maladie du tabac vert, une forme d'intoxication à la nicotine.[9] Ils courent en outre le danger d'absorber des quantités dangereuses de pesticides. Au Kenya, 26% des agriculteurs cultivant du tabac font état de symptômes d'intoxication à ces produits chimiques.[10]

Les ouvriers employés dans les usines chargées de fabriquer des cigarettes ne s'en sortent guère mieux. Obligés de passer de longues heures prostrés à inhaler des poussières de tabac nocives, ils développent souvent des maladies liées à leur travail. Au Bangladesh, les usines fabriquant des bidi – un cigarillo roulé bon marché – ne pourraient pas tourner sans les nombreux enfants qu'elles emploient pour des salaires de misère.[11]

Ces situations contrastent avec les salaires élevés touchés par les employés des grands cigarettiers dans les pays aisés où ils ont choisi d'installer leur quartier général. Il y aurait même une prime à l'immoralité, que les employeurs ouvrant dans des industries mal vues sur le plan éthique sont obligés de payer pour attirer des travailleurs qualifiés.[12] Un cadre supérieur chez Philip Morris International à Neuchâtel touche près de 181'000 francs par an, sans compter les bonus, soit 732 fois plus qu'un cultivateur de tabac au Malawi, selon le site Glassdoor.[13]

Quant aux employés œuvrant aux échelons inférieurs de ces conglomérats, ils pourraient bientôt voir leurs postes partir en fumée, avec la délocalisation d'une partie des usines vers des pays où les salaires sont moins chers et l'automatisation de la production de cigarettes. L'usine de Philip Morris de Bergen op Zoom, aux Pays-Bas, produit ainsi 9 milliards de cigarettes par an avec seulement 1900 employés.[14]

Le tabac a un impact négatif non seulement sur l'accès de tous à un emploi décent mais aussi sur la croissance économique en général. Entre les frais médicaux, les décès prématurés et la perte de productivité engendrée par la fumée, le tabac coûte chaque année 2 trillions de dollars à l'économie mondiale, soit 2% de son PIB. En Suisse, ce montant s'élève à 5 milliards de francs.[15]

Malgré ce bilan inquiétant, l'industrie du tabac continue de se promouvoir comme une source d'emplois stables et bien rémunérés. « La culture du tabac joue un rôle important et positif pour améliorer le sort, le bien-être et la résilience des agriculteurs qui s'y adonnent », promet British American Tobacco dans une étude richement illustrée.[16] Philip Morris détaille de son côté le rôle émancipateur des emplois sur ses plantations pour les femmes qui y œuvrent.[17]

Conscients des dégâts d'image provoqués par la présence de nombreux enfants dans leur chaîne d'approvisionnement, les cigarettiers ont en outre fondé en 2000 à Genève une ONG appelée Eliminating Child Labour in Tobacco-Growing Foundation (ECLT). Tous les grands producteurs de tabac sont représentés sur son conseil d'administration et l'ensemble de son budget de 5,7 millions de dollars provient uniquement de ces derniers.[18]

Malgré son objectif déclaré d'éliminer le travail infantile sur les plantations de tabac, cet organe sert principalement d'outil de propagande pour les cigarettiers. En avril 2021, elle a rejoint le Global Compact des Nations unies, une initiative pour encourager les entreprises à adopter des comportements responsables, ce qui lui confère une plateforme pour influencer les instances onusiennes. L'industrie du tabac n'est jamais aussi efficace que lorsqu'elle avance masquée.

[1] https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS_071230/lang--en/index.htm

[2] <http://tobacco.cleartheair.org.hk/wp-content/uploads/2016/01/CSC-Malawi-tenant-research-study-2015.pdf>

[3] K. Hamade, "Tobacco Leaf Farming in Lebanon: Why Marginalized Farmers Need a Better Option" in *Tobacco Control and Tobacco Farming: Separating Myth from Reality*, edited by W. Leppan, N. Lecours and D. Buckles, London: Anthem Press, 2014

[4] <https://www.theguardian.com/world/2018/jun/25/revealed-child-labor-rampant-in-tobacco-industry>

[5] <https://news.trust.org/item/20210301205054-hrdk4/>

[6] <https://www.area7.ch/Intimato-dalla-Pretura-il-divieto-di-dare-notizie-sul-municipale-Galeazzi-818cea00>

[7] <https://www.hrw.org/report/2014/05/13/tobaccos-hidden-children/hazardous-child-labor-united-states-tobacco-farming>

[8] <https://adosjob.ch/jobs/48-cueillette-du-tabac>

[9] <https://tobaccotactics.org/wiki/tobacco-farming/>

[10] Ohayo-Mitoko, G. J.; Kromhout, H.; Simwa, J. M.; Boleij, J. S.; Heederik, D. (2000): Self reported symptoms and inhibition of acetylcholinesterase activity among Kenyan agricultural workers. In *Occupational and environmental medicine* 57 (3), pp. 195–200. DOI: 10.1136/oem.57.3.195.

[11] Kim, J., Rana, S., Lee, W., Haque, S. E., & Yoon, J.-H. (2020, June). How the Bidi Tobacco Industry Harms Child-workers: Results From a Walk-through and Quantitative Survey. *Safety and Health at Work*. Elsevier BV. <https://doi.org/10.1016/j.shaw.2020.02.002>.

[12] <https://www.econ.uzh.ch/static/wp/econwp353.pdf>

[13] https://fr.glassdoor.ch/salaire/Philip-Morris-International-Neuch%C3%A2tel-Salaires-El_IE7745.0,27_IL.28,37_IC3295561.htm

[14] https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS_071230/lang--en/index.htm

[15] <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100058010/100831949>

[16]

[https://web.archive.org/web/20200228112225/https://www.bat.com/group/sites/uk__9d9kcy.nsf/vwPagesWebLive/DOBE7LFE/\\$FILE/medMDBF8CEH.pdf?openelement](https://web.archive.org/web/20200228112225/https://www.bat.com/group/sites/uk__9d9kcy.nsf/vwPagesWebLive/DOBE7LFE/$FILE/medMDBF8CEH.pdf?openelement)

[17]

<https://web.archive.org/web/20200428164903/https://www.phi.org/uploads/application/files/cp6dgyk4gsyx1jn3uvzfftd61ohb6sagj5i9x1sw1y8c7vzm39.pdf>

[18] <https://tobaccotactics.org/wiki/eclt/>

ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructures



Le neuvième Objectif de développement durable des Nations Unies appelle à la construction d'infrastructures résilientes, à promouvoir une industrialisation inclusive et à innover, afin de favoriser un développement durable, notamment dans les pays à moyen ou bas revenus. Si l'industrie du tabac a adopté un discours qui reprend ces préoccupations, dans les faits elle innove essentiellement pour acquérir de nouveaux clients ou maintenir ceux qu'elle a déjà dans l'addiction.

Depuis une vingtaine d'années, elle a ainsi investi des moyens importants pour développer des cigarettes électroniques et des nouveaux produits à base de tabac chauffé, dans l'espoir de séduire une nouvelle génération de fumeurs alors même que les cigarettes classiques perdent de leur attrait. L'un des meilleurs exemples de cette innovation est le produit IQOS de Philip Morris International (PMI), mis sur le marché en 2016.

Ce dispositif chauffe le tabac à plus de 350 degrés au lieu de le brûler, ce qui réduirait la concentration de produits toxiques inhalés par le fumeur, selon les recherches de PMI. La société, dont les publications sont régulièrement critiquées pour leur manque d'indépendance[1], dit avoir effectué 18 études non cliniques sur le sujet,[2] mais se garde bien de citer les études indépendantes qui arrivent à des conclusions diamétralement opposées sur la toxicité de ces produits.[3]

Une nouvelle génération d'appareils IQOS, les ILUMA, lancée en Suisse en novembre 2021, fonctionne par induction, et prétend qu'il n'y a pas de contact direct entre les composants électroniques et chauffants.[4] Toutefois au cœur de chaque cigarette ILUMA se trouve une fine lame de métal qui, en se réchauffant, court le risque de contaminer la fumée à l'aide de métaux lourds.

Si la technologie utilisée n'est guère complexe – elle s'apparente à celle employée par un grille-pain – l'entreprise sise en Suisse a assorti son système IQOS d'une application pour téléphone portable qui récolte par Bluetooth des données sur les habitudes de consommation du fumeur. Ces informations, détaillant par exemple la fréquence ou l'heure à laquelle le fumeur utilise son appareil IQOS, permettent de lui proposer des rabais ou des avantages personnalisés, une forme de promotion discrète qui échappe aux règles gouvernant la publicité pour le tabac. Ce savoir permet aussi à PMI de mieux connaître ses consommateurs et d'optimiser constamment ses produits pour coller à leurs envies.

Mais l'industrie du tabac n'innove pas que sur le plan industriel. Elle a aussi su habilement exploiter les nouveaux outils de communication en ligne, notamment leurs aspects participatifs, pour se promouvoir auprès des adolescents et des jeunes adultes, alors même que la plupart des pays interdisent les publicités pour les cigarettes dans l'espace public et dans les médias conventionnels. L'article 13 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, ratifiée par 181 nations, requiert en outre que ses Etats-parties prohibent toute forme de promotion ou de parrainage pour les produits à base de tabac.[5]

Ces interdits ont encouragé les cigarettiers à chercher des voies détournées pour faire parvenir leur message nocif aux consommateurs. L'internet représente à cet égard une plateforme idéale. Les portails comme Youtube et les réseaux sociaux comme Facebook regorgent de vidéos et de posts qui passent en revue de nouveaux produits à base de tabac, font l'apologie de la fumée ou montrent des événements parrainés par les marques de cigarettes. On y trouve même des séquences détaillant des tours de magie à l'aide de cigarettes ou des publicités vintage pour l'industrie du tabac.[6]

Des employés de British American Tobacco n'hésitent pas à faire de la promotion pour les produits de leur employeur sur Facebook.[7] La marque Camel a de son côté fait appel aux internautes pour l'aider à dessiner un nouveau paquet de cigarettes.[8] Et Rizla, qui vend du papier à rouler, propose de nombreux jeux interactifs sur son site internet. Il existe en outre des apps qui sans faire la promotion directe d'une marque de cigarettes donnent une image positive de l'acte de fumer, comme iShisha qui permet de préparer et de fumer une shisha virtuelle.

L'internet sert aussi de plateforme à l'industrie du tabac pour vendre ses produits de façon moins régulée que dans le monde physique. De nombreux portails de e-commerce proposent des cigarettes, fréquemment à des prix détaxés et dépourvus des avertissements de santé publique devenus obligatoire dans la plupart des pays.[9]

L'industrie du tabac innove aussi en finançant des projets de recherche, dont les conclusions servent fréquemment ses intérêts. Dans les années 50 déjà, plusieurs cigarettiers ont fondé le Comité de recherche sur l'industrie du tabac pour publier des études mettent en doute le lien entre la fumée et le cancer. [10]

Dans les décennies qui ont suivi, l'industrie du tabac a apporté son soutien à des chercheurs qui ont publié des papiers scientifiques minimisant les effets nocifs de la fumée passive ou le lien entre la fumée et le syndrome de la mort subite du nourrisson.[11] Plus récemment, au début de l'épidémie de

coronavirus, des chercheurs affiliés à l'industrie du tabac ont publié des articles qui argumentaient que la nicotine aurait eu un effet protecteur contre le COVID-19.[12] Aucune étude indépendante n'est toutefois venue corroborer cette hypothèse et aujourd'hui l'évidence scientifique converge pour indiquer des liens néfastes entre la fumée et le Covid-19.[13]

Le modèle adopté par les cigarettiers va à l'encontre du neuvième Objectif de développement durable de l'ONU sur un autre front également, celui d'une industrialisation inclusive. Profondément colonialiste, il est fondé sur l'exploitation d'une matière – le tabac – cultivée dans les pays pauvres, alors que la majeure partie de sa transformation et de sa valeur ajoutée se déroule dans une poignée de pays développés, en tête desquels figure notamment la Suisse.

Le cas du Malawi est particulièrement parlant à cet égard.[14] Ce pays a en effet une relation unique au tabac, qui domine son secteur agricole, représente 13% de son PIB et engendre 70% de ses revenus liés à l'exportation. Loin d'assurer un développement durable au pays, cette dépendance sur l'herbe à nicot a engendré une série de défis sociaux et environnementaux. Dans un classement des pays par PIB par habitant, le Malawi se trouve en 222ème place, alors que la Suisse occupe la 10ème place.[15]

Les paysans du Malawi dépendent des prix fixés par l'industrie du tabac, constamment revus à la baisse, ainsi que des fluctuations du prix de cette matière première sur les marchés internationaux. Obligés de déboursier des sommes importantes en semis et fertilisants, ils peinent à rentabiliser leurs exploitations et tombent souvent dans la pauvreté. De nombreux ouvriers sous-payés et des enfants, oeuvrent en outre sur les plantations de tabac au Malawi.

Ces cultures ont aussi pour effet de contribuer à la déforestation et à l'érosion des sols, faisant croître le risque de glissement de terrains. Les fertilisants et les pesticides utilisés par les cultivateurs de tabac finissent dans les rivières et dans le lac Malawi, mettant en danger ce biotope unique et sa faune lacustre qui représente une source de protéine importante pour les populations vivant aux abords du plan d'eau. Dans ce petit pays d'Afrique, pour être durable, le développement ne passera pas par le tabac.

[1] <https://www.reuters.com/investigates/special-report/tobacco-iqos-science/>

[2] <https://www.pmiscience.com/whats-new/is-iqos-less-toxic-than-cigarettes>

[3] Auer, Reto; Concha-Lozano, Nicolas; Jacot-Sadowski, Isabelle; Cornuz, Jacques; Berthet, Aurélie (2017): Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. In JAMA internal medicine 177 (7), pp. 1050–1052. DOI: 10.1001/jamainternmed.2017.1419.

[4] <https://www.pmi.com/smoke-free-products/iqos-our-tobacco-heating-system>

[5]

<http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/42812/9242591017.pdf;jsessionid=13D17EC61D9EA06170B25C387A2548B2?sequence=1>

[6] Freeman B, New media and tobacco control, *Tobacco Control* 2012;21:139-144.

<https://tobaccocontrol.bmj.com/content/tobaccocontrol/21/2/139.full.pdf>

[7] Freeman B, Chapman S, British American Tobacco on Facebook: undermining article 13 of the global World Health Organization Framework Convention on Tobacco Control. *Tobacco Control* 2010;19:e1-e9.

[8] Freeman B, Chapman S, Open source marketing: Camel cigarette brand marketing in the “Web 2.0” world *Tobacco Control* 2009;18:212-217.

https://tobaccocontrol.bmj.com/content/18/3/212?ijkey=c4e4ec79fc91a8ba690848495f9f41aa2a10b7a8&keytype=tf_ipsecsha

[9] Freeman B, New media and tobacco control, *Tobacco Control* 2012;21:139-144.

<https://tobaccocontrol.bmj.com/content/tobaccocontrol/21/2/139.full.pdf>

[10] <https://tobaccotactics.org/wiki/tobacco-industry-research-committee/>

[11] <https://tobaccotactics.org/wiki/influencing-science-commissioning-research-and-reviews/>

[12] Miyara M, Tubach F, Pourcher V, et al. Low rate of daily active tobacco smoking in patients with symptomatic COVID-19. *Qeios*. 9. Mai 2020. <https://www.qeios.com/read/WPP19W.4>. et Changeux JP, Amoura Z, Rey FA, et al. A nicotinic hypothesis for Covid-19 with preventive and therapeutic implications. *Qeios*. 22. April 2020. <https://www.qeios.com/read/FXGQSB.2>.

[13] <https://tobaccotactics.org/wiki/covid-19/>

[14] <https://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:453290/FULLTEXT01.pdf>

[15] [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_\(PPA\)_par_habitant](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_(PPA)_par_habitant)

ODD 10 : Réduire les inégalités



Réduire les inégalités dans les pays et d'un Etat à l'autre, c'est l'objectif du dixième Objectif de développement durable des Nations Unis. Or, si la consommation de cigarettes ne cesse de décliner dans les pays développés, elle gagne en importance dans les régions pauvres, où les lois sont plus laxistes, la population continue de croître, le marketing de l'industrie du tabac gagne en importance et les campagnes de santé publique n'ont pas encore produit leurs effets. A cela s'ajoute des revenus moyens en hausse, même s'ils restent bas en comparaison avec l'Occident. La région Asie-Pacifique a ainsi absorbé 64% des ventes de cigarettes en 2018, contre 55% en 2005[1]. Globalement, les pays en voie de développement hébergent 80% des fumeurs.[2]

Ces inégalités se font également sentir à l'intérieur des pays, y compris en Suisse, entre les catégories les plus et les moins favorisées de la population. Au Royaume-Uni, 35% des femmes et 40% des hommes issus des groupes socio-économiques les plus désavantagés fument, contre 10% et 12%, respectivement, parmi ceux bénéficiant de revenus et d'un niveau d'éducation élevés.[3]

Le nombre de fumeurs est aussi plus important parmi les adultes exerçant un métier manuel, vivant dans des logements sociaux, sans diplôme de fin d'études, au chômage ou souffrant d'une maladie mentale. De même, la proportion de femmes qui ne renoncent pas à la cigarette lorsqu'elles sont enceintes atteint 25% parmi les catégories les plus défavorisées, contre 4% chez leurs pairs mieux lotis.[4]

Le phénomène se perpétue par-delà les générations. Les enfants ayant grandi dans une communauté où la fumée faisait partie du quotidien ont davantage de risques de subir les effets de la fumée passive et de devenir des fumeurs eux-mêmes. Une étude britannique a montré que les adolescents de 11 à 15 ans ayant déjà touché à la cigarette avaient deux fois plus de chances de compter un fumeur parmi leurs proches que les abstinentes.[5]

Ces inégalités ont un impact néfaste sur la santé de ces populations. Comme les personnes issues de milieux défavorisés ont moins accès aux services médicaux et aux solutions de dépistage, elles sont aussi plus vulnérables aux maladies provoquées par le tabac. Elles sont par exemple affectées de façon disproportionnée par les cancers du poumon et ceux-ci sont en général diagnostiqués à un stade plus avancé, rendant leur traitement plus difficile.[6]

Aux Etats-Unis, les Afro-Américains fument moins de cigarettes et commencent plus tard que les blancs, mais ils sont davantage à risque de décéder d'une affection liée à la fumée. Sur le plan global, le nombre de décès liés au tabac se sont élevés à 7,69 millions en 2019 et sont en constante augmentation.[7]D'ici 2030, ils pourraient atteindre 8 millions, dont 80% concerneront des gens vivant dans des pays à faibles revenus.[8]

Moins bien renseignés quant aux effets du tabac sur la santé et ayant plus difficilement accès aux programmes de cessation tabagique, les gens issus de milieux défavorisés ne sont pas non plus égaux lorsqu'il s'agit de renoncer à la fumée. Aux Etats-Unis, seul 34,5% des adultes vivant en dessous du seuil de pauvreté parviennent à se défaire de leur addiction, contre 57,5% de ceux qui vivent au-dessus de ce seuil.[9]

Ces disparités ne sont pas dues au hasard. L'industrie du tabac a de tous temps ciblé les populations vulnérables avec des tactiques de marketing agressives. Aux Etats-Unis, les marchands de tabac offraient régulièrement des cigarettes gratuites aux enfants vivant dans des logements subventionnés. Ils n'hésitaient pas non plus à fournir des coupons pour des rabais sur les paquets de cigarettes aux citoyens récoltant des timbres alimentaires.[10]

Les quartiers défavorisés concentrent en outre davantage de magasins vendant des produits à base de tabac, exposant leurs habitants aux publicités et aux promotions hébergées par ces enseignes. A Philadelphie, le rapport entre le nombre d'échoppes vendant des cigarettes et la population est 69% plus élevé dans les quartiers pauvres que dans les zones plus affluentes de la cité.[11]

Dans ce pays, l'industrie du tabac a historiquement ciblé les Afro-Américains avec ses produits au goût menthol. Les marques comme Newport ou Kool ont parrainé de nombreux festivals de musique, artistes et universités fréquentés par les membres de cette communauté et placé des publicités dans les magazines s'adressant à eux.[12] Aujourd'hui encore, plus de 70% des fumeurs afro-américains privilégient les cigarettes au menthol, contre 30% de leurs pairs blancs.[13]

Dans les années 90, l'industrie du tabac s'est également mise à cibler les membres de la communauté LGBT en plaçant des publicités dans des publications affiliées à ces sous-cultures, en organisant des soirées LGBT ou en montant des campagnes de promotion mettant en scène les membres de ces minorités. Les marques de e-cigarettes ont suivi le mouvement, à l'instar de l'américaine VaporFi qui parraine la gay pride de Miami.[14]

Cela a eu un impact net sur la consommation de tabac dans ces communautés. Les femmes LGBT fument trois fois plus de cigarettes et deux fois plus de e-cigarettes que leurs pairs hétérosexuels. Les jeunes trans consomment pour leur part quatre fois plus de cigarettes et trois fois plus de e-cigarettes que leurs homologues cisgenres.[15]

Obligés de se conformer à des règles plus strictes concernant la publicité dans les pays développés, les cigarettiers se sont désormais tournés vers les pays émergents, où ils sont libres de faire la promotion de leurs produits. Les habitants de certains Etats à bas revenus comme l'Inde, le Pakistan ou le Zimbabwe sont ainsi exposés à 81 fois plus de publicités pour des cigarettes que leurs pairs au Canada ou en Suède.[16]

L'industrie du tabac ne s'en cache pas: «BAT (British American Tobacco) perçoit les pays émergents comme la principale source de croissance de ses profits futurs», indiquait la marque en 2017.[17]

[1] https://www.tobaccofreekids.org/assets/global/pdfs/en/Global_Cigarette_Industry_pdf

[2] Reitsma, Marissa B.; Kendrick, Parkes J.; Ababneh, Emad; Abbafati, Cristiana; Abbasi-Kangevari, Mohsen; Abdoli, Amir et al. (2021): Spatial, temporal, and demographic patterns in prevalence of smoking tobacco use and attributable disease burden in 204 countries and territories, 1990–2019: a systematic analysis from the Global Burden of Disease Study 2019. In The Lancet. DOI: 10.1016/S0140-6736(21)01169-7.

[3] <https://ash.org.uk/wp-content/uploads/2021/06/APPGTCP2021.pdf>

[4] Ibid.

[5] Ibid.

[6] <https://www.cdc.gov/tobacco/disparities/low-ses/index.htm>

[7] Reitsma, Marissa B.; Kendrick, Parkes J.; Ababneh, Emad; Abbafati, Cristiana; Abbasi-Kangevari, Mohsen; Abdoli, Amir et al. (2021): Spatial, temporal, and demographic patterns in prevalence of smoking tobacco use and attributable disease burden in 204 countries and territories, 1990–2019: a systematic analysis from the Global Burden of Disease Study 2019. In The Lancet. DOI: 10.1016/S0140-6736(21)01169-7.

[8] https://cancercontrol.cancer.gov/sites/default/files/2020-08/m21_complete.pdf

[9] Ibid.

[10] Brown-Johnson CG, England LJ, Glantz SA, et al, Tobacco industry marketing to low socioeconomic status women in the USA, Tobacco Control 2014;23:e139-e146.

[11] <https://truthinitiative.org/research-resources/targeted-communities/tobacco-social-justice-issue-low-income-communities>

[12] <https://www.cdc.gov/tobacco/disparities/african-americans/index.htm4>

[13] Gardiner PS. The African Americanization of menthol cigarette use in the United States. *Nicotine Tob Res.* 2004 Feb;6 Suppl 1:S55-65. doi: 10.1080/14622200310001649478.

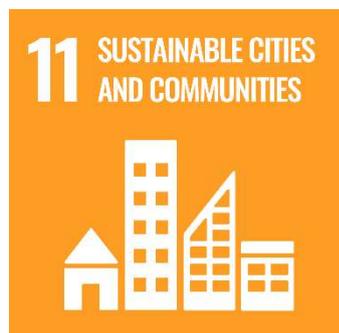
[14] <https://truthinitiative.org/research-resources/targeted-communities/tobacco-use-lgbt-communities>

[15] Ibid.

[16] <https://www.bath.ac.uk/announcements/poor-countries-are-hardest-hit-by-tobacco-marketing/>

[17] https://www.bat.com/group/sites/UK__9D9KCY.nsf/vwPagesWebLive/DOAHNL68#

ODD 11 : Des villes inclusives, sûres et durables



Les villes doivent être des environnements inclusifs, sûrs, résilients et durables, c'est l'objectif fixé par le onzième Objectif de développement durable des Nations unies. Or, la fumée met en péril sa réalisation sur plusieurs fronts. Elle a un impact visible et tangible sur la propreté des espaces urbains, en raisons des montagnes de mégots générées chaque année par les fumeurs. Lors d'une action menée sur le territoire suisse en mars 2021, surnommée Stop2Drop, les écoliers du pays ont ramassé 958'181 restes de cigarettes en l'espace de deux semaines.[1] Globalement, on estime qu'environ 18 milliards de mégots sont jetés par terre chaque jour.[2] Cela n'est pas beau à voir, cela pollue et cela coûte cher.

L'Allemagne estime que la gestion des déchets générés par les fumeurs lui coûte 700 millions d'euros par an. Chicago débourse 27 millions de dollars et New York 80 millions de dollars à cet effet annuellement.[3] Les mégots qui jonchent les sols des villes peuvent aussi être dangereux pour les enfants, qui les avalent fréquemment par inadvertance. En Suisse, Tox Info reçoit environ 300 appels par an pour signaler de tels incidents.[4]

Mais la fumée exerce aussi un effet moins invisible – et donc plus insidieux – sur la qualité de vie dans les villes. Là où les populations se concentrent, les taux de tabagisme ont tendance à être plus élevés. La proportion de la population exposée à la fumée passive est donc elle aussi plus importante.[5] Le problème est particulièrement aigu dans les mégalopoles des pays en voie de développement, où les résidents vivent entassés dans des bidonvilles, avec peu d'espace personnel à disposition.

Or l'on sait aujourd'hui que, chez les enfants, la fumée passive accroît le risque de mort subite du nourrisson, d'affections pulmonaires, d'infections de l'oreille et d'asthme. Sur le plan global, on estime que 570'000 enfants en meurent chaque année.[6] Chez les adultes, cela peut engendrer des troubles cardiaques, des attaques cérébrales et des cancers du poumon.[7] Les animaux de compagnie ne sont pas épargnés: l'exposition à la cigarette peut leur faire développer des allergies, des maladies de la peau et des cancers.[8]

L'émergence des cigarettes électroniques, qui émettent des nuages d'aérosols contenant des milliers de produits chimiques, a fait apparaître une nouvelle source de pollution de l'air. Dans certaines cités, notamment sur la côte ouest des Etats-Unis, on a même vu apparaître des compétitions de «chasseurs

de nuages», durant lesquelles des vapoteurs tentent de générer le plus de fumée possible avec leur cigarette électronique.[9]

Les effets de la fumée passive sont démultipliés dans les espaces intérieurs. Les grands immeubles d'habitations multi-étages qu'on trouve dans de nombreuses villes sont particulièrement propices à une telle exposition. La fumée s'infiltré en effet dans les habitations par l'entremise des portes d'entrée, des fissures dans les murs, des prises électriques, des tuyaux de plomberie et des systèmes d'aération. Aux Etats-Unis, quelque 28 millions de résidents d'immeubles d'habitation sont exposés chaque année à la fumée passive.[10]

La fumée passive ne se limite pas aux espaces intérieurs. Même en plein air, elle nuit à la qualité de l'air et à la santé de ceux qui l'inspirent. Les concentrations de produits nocifs dans les espaces fumeurs extérieurs peuvent être équivalentes ou pire à celles enregistrées dans les lieux fermés. Cela est notamment le cas lorsque un établissement confine les fumeurs dans une zone extérieure à moitié fermé, comme une terrasse délimitée par des parois.

Mais un nombre croissant de villes et de municipalités commencent à décréter des interdictions de consommer des produits à base de tabac, tant en intérieur qu'en extérieur, devenant des zones libres de fumée. Cela a un effet positif sur la santé des citoyens et cela contribue à dénormaliser l'acte de fumer, qui n'est plus perçu comme un comportement normal et acceptable.

Aux États-Unis, New York et Los Angeles ont été les premières villes à interdire de fumer sur les places de jeux, dans les parcs publics et sur les plages. De nombreux campus universitaires ont en outre été déclarés «non fumeurs», tout comme l'ensemble des immeubles contenant des logements subventionnés.[11] Ces dernières années, des mesures semblables ont été introduites au Mexique, en Australie, à Singapour, au Canada, en Nouvelle-Zélande, en Thaïlande, aux Philippines et au Japon.

En Europe, plusieurs pays ont pris des initiatives allant dans le même sens, notamment la Hongrie, la Finlande, Malte, l'Espagne et la Suède. Au Royaume-Uni, il est interdit de fumer dans les stades de football et à proximité des hôpitaux, des places de jeux et des cours d'école au Pays de Galles. Les parents n'ont pas non plus le droit d'allumer une cigarette en voiture, si leurs enfants sont présents. Dans le sillage de la pandémie, Milan et Florence ont interdit la cigarettes dans de nombreux espaces publics comme les parcs, les places de jeux, les installations sportives, ainsi que les arrêts de bus et de tram.[12] Barcelone a de son côté prohibé la fumée sur quatre de ses plages.

En Suisse, où la fumée est interdite dans les lieux publics fermés depuis 2010, la ville de Bellinzone envisage de la prohiber également en extérieur. En janvier, le parlement genevois a pour sa part étendu l'interdiction de fumer aux espaces en plein air des écoles et des garderies, ainsi qu'aux aires de jeux, aux patageoires, aux terrains sportifs, aux patinoires, aux piscines et aux arrêts des transports publics, faisant de la ville un véritable lieu de vie sans fumée.[13]

[1] Stop2Drop, stop2drop.com

[2] National Geographic, «Cigarette butts are toxic plastic pollution. Should they be banned?» nationalgeographic.com/environment/article/cigarettes-story-of-plastic

[3] City Monitor, «Cities embrace smoke-free public spaces», citymonitor.ai/community/green-space/cities-embrace-smoke-free-public-spaces

[4] Primary and Hospital Care, «Zigarettenstummel oder -ungerauchte Zigaretten – wie gefährlich für Kleinkinder?» primary-hospital-care.ch/article/doi/phc-f.2019.10153

[5] Bommelé J., Hipple Walters B., van Dorsselaer S., Willemsen M. C., «Outdoor smoking as a nuisance to non-smokers: The case for smoke-free outdoor public spaces in dense urban areas.» In: Tobacco Prevention & Cessation. Vol. 8, 8. Februar 2022. DOI:10.18332/tpc/145502.

[6] WHO, «The cost of a polluted environment: 1.7 million child deaths a year, says WHO», who.int/news/item/06-03-2017-the-cost-of-a-polluted-environment-1-7-million-child-deaths-a-year-says-who

[7] Centers for Disease Control and Prevention, «Going Smokefree Matters: Multiunit Housing», cdc.gov/tobacco/basic_information/secondhand_smoke/going-smokefree-matters/multi-unit/index.html

[8] Tobacco Stops With Me, «Smokefree Homes», stopswithme.com/creating-tobacco-free-places/homes/

[9] Brett E, Krissinger R, King A., «The rise and fall of e-cigarette cloud chasing appealing to youth.» In: Preventive Medicine Reports, Vol. 24, 2021, 101644, 16. November 2021. DOI:10.1016/j.pmedr.2021.101644.

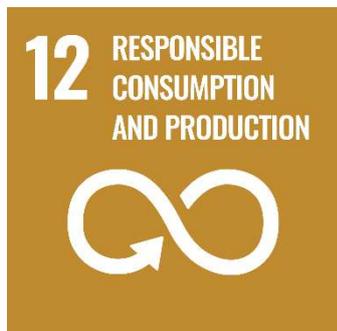
[10] Tobacco Stops With Me, «Smokefree Homes», stopswithme.com/creating-tobacco-free-places/homes/

[11] City Monitor, «Cities embrace smoke-free public spaces», citymonitor.ai/community/green-space/cities-embrace-smoke-free-public-spaces

[12] Léman bleu, «Genève interdit de fumer dans certains lieux extérieurs», lemanbleu.ch/fr/Actualites/Geneve/2022012889526-Geneve-interdit-de-fumer-dans-certains-lieux-exterieurs.html

[13] <https://www.lemanbleu.ch/fr/Actualites/Geneve/2022012889526-Geneve-interdit-de-fumer-dans-certains-lieux-exterieurs.html>

ODD 12: Une consommation et une production responsable



Le douzième Objectif de développement durable des Nations unies a pour but d'établir des modes de consommation et de production durables. Or, le fonctionnement de l'industrie du tabac est en contradiction flagrante avec ces objectifs. Les cigarettes sont le seul produit de consommation qui tue au moins la moitié de ses usagers, surtout lorsqu'on suit à la lettre les instructions de son fabricant.

Sur le plan mondial, le tabac tue au moins 8,2 millions de personnes par an, dont 1,2 million qui périssent après avoir été exposées à de la fumée passive.[1] En Suisse, 9500 personnes décèdent chaque année des suites du tabagisme, soit une personne par heure.[2] A cela s'ajoutent les effets sur l'environnement provoqués par la consommation de tabac, notamment les milliards de mégots jetés dans la nature chaque année, ainsi que les émissions nocives de gaz à effet de serre.

La fabrication de cigarettes ne répond pas non plus aux critères d'une production responsable. La culture du tabac contribue à la déforestation, à l'érosion des sols et à la contamination des cours d'eau, tout en monopolisant des terres qui pourraient servir à faire pousser des aliments et des matières premières essentielles. Elle contribue également à maintenir les cultivateurs dans un cycle de pauvreté. Tant dans les champs de tabac que dans les usines, les cigarettiers emploient en outre de nombreux enfants et traitent fréquemment leurs travailleurs comme des esclaves.

L'établissement d'une production et d'une consommation durable nécessiterait de transformer ces emplois en labeur productif, capable de générer une réelle plus-value pour l'humanité et d'assurer des conditions de travail décentes à ceux et celles qui l'endossent. Certains pays ont déjà adopté des programmes de substitution, à l'image du Kenya qui a mis sur pied un programme de formation pour ses agriculteurs, afin de les encourager à renoncer à la culture du tabac au profit de celle des haricots. Ceux qui ont franchi le pas ont vu leurs revenus augmenter sensiblement.[3]

Le Malawi a pour sa part lancé des programmes de subsides et de distribution de semis pour encourager la production de coton, de thé, de sucre et de légumineuses au lieu du tabac. Mais cette évolution ne se fait pas sans heurts: le manque de terres arables, la nécessité d'atteindre plusieurs années avant que certaines cultures – comme les arbres fruitiers - ne deviennent rentables et la compétition des pays plus riches ont entravé ces efforts.[4]

Les subsides importants octroyés à l'industrie du tabac ne favorisent pas non plus l'abandon de ces cultures. Les 26'000 agriculteurs européens qui font pousser cette plante à base de nicotine toucheront environ 100 millions d'euros dans le cadre du prochain programme agricole commun de l'UE entre 2023 et 2027.[5] En Suisse, le fonds SOTA, destiné à promouvoir la culture du tabac indigène, reçoit 13 millions de francs par année, [6] alors que le nombre de cultivateurs suisses ne fait que diminuer et qu'ils n'étaient plus que 135 en 2020.[7]

Cela n'empêche pas l'industrie du tabac de reprendre à son compte le discours sur une production et une consommation responsable. Dès le début du 21e siècle, elle s'est mise à investir des montants importants dans la production de rapports de responsabilité sociale, souvent longs et richement illustrés. British American Tobacco a publié le sien pour la première fois en 2003 et a lancé en 2020 un programme de «gouvernance environnementale et sociale», promettant notamment de réduire l'impact sur la santé et l'environnement de ses produits.[8]

Philip Morris International a de son côté créé une plate-forme dédiée en ligne, avec des nombreuses études de cas détaillant ses activités en matière de protection de l'environnement ou de défense des droits humains.[9] Le groupe Altria multiplie, lui, les donations. Rien qu'en 2018, il a fourni 5,6 millions de dollars à des ONG environnementales. Il finance aussi des musées, des gay pride et la Croix-Rouge américaine.[10] En Suisse aussi PMI finance un grand nombre de NGO, et en particulier la Croix-Rouge suisse à longterm accepté des financements de leur part

Ces activités de responsabilité sociale permettent aux cigarettiers de se présenter comme une partie de la solution plutôt que du problème, d'accéder aux enceintes où se prennent les décisions en matière de contrôle du tabac et même de se promouvoir là où les publicités pour les cigarettes sont interdites. Les organisations de lutte contre le tabac dénoncent régulièrement ces agissements.[11]

En coulisses, ils ont toutefois adopté un comportement nettement moins responsable. Conscients que leur avenir dépend de l'acquisition de nouveaux fumeurs, ils continuent de promouvoir leurs produits auprès de la jeunesse. Cela se fait en général par voie détournée, sous couvert de lutte contre le tabagisme chez les jeunes. La campagne de Philip Morris «Think. Don't Smoke» («Réfléchis. Ne fume pas.») était ainsi fondée sur deux messages - fumer est un acte d'adulte et cela constitue un risque - davantage susceptibles de séduire un public d'adolescents que de les détourner de la cigarette.[12]

Les pays émergents représentent l'autre marché d'avenir ciblé par les cigarettiers, surtout depuis qu'il leur est devenu difficile de faire de la publicité dans les pays développés. L'Afrique est particulièrement

visée. Au Nigéria, il n'est pas rare de voir un préau d'école entouré de pancartes promouvant les produits de Marlboro ou Lucky Strike. De même, les cigarettes y sont vendues à la pièce, pratique bannie dans de très nombreux pays, ce qui les rend accessibles aux enfants ou aux personnes à très bas revenus.[13]

Les effets de ces campagnes n'ont pas tardé à se faire sentir: l'Afrique est le continent où le nombre de fumeurs a le plus crû ces 30 dernières années. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la hausse a atteint 104% durant cette période. En Afrique sub-saharienne, elle s'est élevée à 75%.[14] Une évolution inquiétante qui ne finira sans doute pas dans les rapports de responsabilité sociale des grands cigarettiers.

[1] <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/tobacco>

[2] <https://faits-chiffres.addictionsuisse.ch/fr/tabac/effets-risques/risques-consequences.html>

[3] <https://news.un.org/en/story/2022/03/1114502>

[4] Lencucha R, Moyo T, Labonte R, Drope J, Appau A, Makoka D. Shifting from tobacco growing to alternatives in Malawi? A qualitative analysis of policy and perspectives. *Health Policy Plan.* 2020;35(7):810-818. doi:10.1093/heapol/czaa057.

[5] <https://ihsmarkit.com/research-analysis/eu-keeps-pumping-100-million-into-tobacco-production.html>

[6] <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/strategie-und-politik/politische-auftraege-und-aktionsplaene/politische-auftraege-zur-tabakpraevention/tabakpolitik-schweiz/tabaksteuer.html>

[7] <https://www.at-schweiz.ch/fr?id=109&La-production-de-tabac-en-Suisse>

[8] <https://tobaccotactics.org/wiki/csr-strategy/>

[9] <https://www.revmed.ch/revue-medicale-suisse/2009/revue-medicale-suisse-210/les-entreprises-du-tabac-peuvent-elles-etre-citoyennes>

[10] <https://tobaccotactics.org/wiki/csr-strategy/>

[11] https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/31/l-industrie-du-tabac-multiplie-les-tentatives-pour-paraitre-responsable-et-respectueuse-de-l-environnement_6128294_3232.html

[12] Ibidem.

[13] <https://www.theguardian.com/world/2018/mar/09/how-children-around-the-world-are-exposed-to-cigarette-advertising>

[14] GBD 2019 Tobacco Collaborators. Spatial, temporal, and demographic patterns in prevalence of smoking tobacco use and attributable disease burden in 204 countries and territories, 1990-2019: a systematic analysis from the Global Burden of Disease Study 2019 [published correction appears in *Lancet.* 2021 Jun 19;397(10292):2336]. *Lancet.* 2021;397(10292):2337-2360. doi:10.1016/S0140-6736(21)01169-7.

ODD 13 : Lutter contre le changement climatique



Le 13^e Objectif de développement durable des Nations unies appelle à prendre des mesures urgentes pour lutter contre le réchauffement climatique. Or, l'industrie du tabac représente une source importante de gaz à effet de serre et de pollution. En 2014, les quelque 6000 milliards de cigarettes produites sur le plan mondial ont généré des émissions équivalentes à près de 84 millions de tonnes de CO₂.^[1] Cela correspond au lancement de 280'000 fusées dans l'espace.^[2]

La culture du tabac a un coût écologique non négligeable, car elle repose sur l'usage de pesticides et de fertilisants dont la production est polluante et débouche sur la déforestation de larges zones qui ne peuvent plus accomplir leur rôle de puits de carbone. Mais l'impact le plus important sur l'environnement se fait sentir lors de la transformation des feuilles de tabac en cigarettes.^[3] La Suisse écope d'une part importante de cette pollution, puisque les trois grands cigarettiers (Philip Morris International, British American Tobacco et Japan Tobacco International) y opèrent tous des sites de production.

Certains procédés de fabrication sont particulièrement gourmands en eau et en énergie, à l'image de la transformation des feuilles en pulpe de tabac, du trempage de ce dernier dans du gaz carbonique liquéfié – une technologie appelée DIET développée dans les années 70 pour réduire le nombre de feuilles nécessaires par cigarette – ou encore de la production de filtres en acétate de cellulose, une forme de plastique, et de papier traité à l'aide de produits chimiques pour obtenir une certaine vitesse de combustion. Les encres, les teintures, les colles et les feuilles d'aluminium entrant dans la composition des paquets nécessitent eux aussi un apport énergétique important.^[4]

En 2017, Japan Tobacco International a rapporté avoir utilisé plus de 2600 gigawattheures de courant. Philip Morris International et British American Tobacco ont pour leur part consommé 2500 gigawattheures en 2018 et 2020, respectivement. Cumulées, ces trois valeurs correspondent à l'énergie nécessaire pour construire environ deux millions de voitures.^[5]

Les produits à base de tabac voyagent en outre sur de longues distances. Les feuilles, récoltées dans les pays du Sud comme le Malawi, le Brésil ou l'Indonésie, sont envoyées dans des usines situées majoritairement en Europe, aux Etats-Unis ou en Chine. Une fois les cigarettes produites, elles doivent encore être acheminées jusque dans leurs points de vente. Les trois usines à tabac situées en Suisse

exportent 75% de leur production, dont une part importante vers le Moyen-Orient et l'Afrique.[6] Ces trajets, accomplis en avion ou en camion, génèrent d'importantes émissions de CO₂. A titre d'exemple, la flotte de transport routier et aérien de Philip Morris International se trouve à l'origine de 119'471 tonnes métriques de CO₂ par an.[7]

La production de cigarettes nuit également à l'environnement en générant des quantités importantes de déchets. Chaque année, la transformation du tabac produit plus de deux millions de tonnes de résidus solides.[8] A titre de comparaison, les bouteilles d'eau en plastique donnent lieu à 1,83 million de tonnes de débris chaque année. Les procédés de fabrication adoptés par l'industrie du tabac engendrent aussi de grandes quantités de déchets chimiques, parmi lesquels figurent des substances nocives comme l'ammoniac, l'acide chlorhydrique, le nitrate, le chlore et des dérivés du plomb.[9]

Lorsque le produit arrive entre les mains du consommateur, il poursuit son parcours destructeur pour l'environnement. La fumée du tabac contribue en effet à la pollution de l'air et contient pas moins de trois gaz à effet de serre : le dioxyde de carbone, le méthane et les oxydes d'azote. Les deux premiers sont émis dans l'atmosphère par les fumeurs à hauteur de 2,6 milliards de kilos et de 5,2 milliards de kilos, respectivement, chaque année.[10]

Soucieuse de contrer la mauvaise presse que lui vaut ce bilan écologique désastreux, l'industrie du tabac finance de nombreuses initiatives environnementales dans le cadre de ses programmes de responsabilités sociales.[11] Ces programmes n'ont souvent rien à voir avec ses activités polluantes mais servent à en détourner l'attention du public. Japan Tobacco International a ainsi investi plusieurs millions de dollars dans des programmes de mitigation des inondations, Imperial Tobacco a contribué à la construction de cinq parcs botaniques à Madagascar et Altria a contribué à restaurer 6,4 milliards de litres d'eau dans les cours d'eau américains.[12] Ces activités leur valent souvent des récompenses discutables: en 2020, Philip Morris International a fait l'objet d'un documentaire vantant son bilan écologique et été reconnu comme un leader en matière de décarbonisation par l'ONG CDP.[13]

Plusieurs producteurs de tabac ont en outre mis sur le marché des paquets de cigarettes jouant sur une imagerie écologique, à l'image de la Parisienne Verte vendue en Suisse dans un emballage sans plastique ou, plus récemment, de la Parisienne Eco[14], dont le filtre serait entièrement en papier.[15] La marque Natural American Spirit se promeut quant à elle en vantant le caractère «naturel» et «bio» de ses cigarettes.[16] La législation européenne interdit toutefois de vanter les vertus écologiques des produits à base de tabac, une disposition que la Suisse s'apprête à introduire dans sa nouvelle loi sur le tabac.

Troisième pan de cette stratégie, les grands cigarettiers ont commencé à publier des informations sur leurs émissions de CO2 ou leur consommation énergétique, mettant en exergue les progrès réalisés en la matière, souvent attestés par l'octroi de labels verts. Mais le manque de transparence entourant ces données et l'absence de vérification de ces dernières par une tierce partie autonome rend nombre de ses annonces peu fiables. En 2014, British American Tobacco a ainsi déclaré avoir réduit ses émissions de CO2 de 45% mais sans indiquer quelles parties de sa chaîne de production étaient concernées et les mécanismes employés pour parvenir à ce résultat.[17]

Et lorsque le gouvernement ou l'opinion publique du pays qui héberge une usine particulièrement polluante s'en mêlent, les producteurs de cigarettes n'hésitent pas à migrer vers un Etat moins regardant. En 2013, British American Tobacco a ainsi délocalisé un site de production de l'Ouganda au Kenya lorsque des dirigeants locaux se sont plaints de ses émissions nocives pour l'environnement et la santé des populations environnantes.[18]

[1] Cigarette Smoking: An Assessment of Tobacco's Global Environmental Footprint Across Its Entire Supply Chain, Maria Zafeiridou, Nicholas S Hopkinson, and Nikolaos Voulvoulis. *Environmental Science & Technology* 2018 52 (15), 8087-8094. DOI: 10.1021/acs.est.8b01533.

[2] <https://tobaccofreelife.org/why-quit-smoking/smoking-effects/smoking-environmental-risks/>

[3] <https://exposetobacco.org/news/effects-of-tobacco-on-environment/>

[4] World Health Organization. (2017). Tobacco and its environmental impact: an overview. World Health Organization. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/255574>.

[5] <https://exposetobacco.org/news/big-tobacco-and-environment/>

[6] <https://www.revmed.ch/revue-medicale-suisse/2019/revue-medicale-suisse-669/impact-environnemental-du-tabagisme>

[7] World Health Organization. (2017). Tobacco and its environmental impact: an overview. World Health Organization. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/255574>.

[8] Ibidem

[9] https://unfairtobacco.org/wp-content/uploads/2017/05/tobacco_antisocial_web.pdf

[10] <https://www.conserve-energy-future.com/serious-effects-cigarette-smoking-environment-and-human-health.php>

[11] <https://tobaccotactics.org/wiki/csr-strategy/>

[12] <https://exposetobacco.org/news/big-tobacco-and-environment/>

[13] <https://www.pmi.com/media-center/press-releases/press-release-details/?newsId=21751>

[14] <https://www.at-schweiz.ch/fr/news-media/news?id=94&Verte-Eco-et-Bio-Le-prix-de-la-publicit-plus-hypocrite-de-lanne-va-la-nouvelle-cigarette-Eco-Parisienne> X

[15] <https://www.srf.ch/sendungen/kassensturz-espresso/themen/umwelt-und-verkehr/die-gruene-zigarette-ist-ein-mogelpaeckchen>

[16] Houghton F, Houghton S, O' Doherty D, McInerney D, Duncan B. 'Greenwashing' tobacco products through ecological and social/equity labelling: A potential threat to tobacco control. *Tobacco Prevention & Cessation*. 2018;4(November):37. doi:10.18332/tpc/99674.

[17] World Health Organization. (2017). Tobacco and its environmental impact: an overview. World Health Organization. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/255574>.

[18] See: Hendlin, Y.H., Bialous, S.A. The environmental externalities of tobacco manufacturing: A review of tobacco industry reporting. *Ambio*; 49, 17–34 (2020). <https://link.springer.com/article/10.1007/s13280-019-01148-3>

ODD 14 : Préserver la vie aquatique



Le tabagisme a un impact direct sur la santé des cours d'eau et des mers, ainsi que de la vie aquatique. La culture des feuilles de tabac nécessite en effet des quantités importantes de pesticides et de fertilisants, car il s'agit de monocultures et car la plante est particulièrement gourmande en nitrogène, phosphore et potassium, ce qui aboutit à un appauvrissement des sols.[1] Ces produits agrochimiques – parmi lesquels figurent la chloropicrine, un pesticide toxique pour les organismes marins – finissent souvent dans les nappes phréatiques et les cours d'eau adjacents. Des études menées au Nicaragua et au Brésil ont montré des niveaux dangereusement élevés dans les rivières situées à proximité des plantations de tabac.[2]

Ces plants doivent en outre être irrigués. Il faut 2925 m³ d'eau pour générer une tonne de tabac, plus du double de ce qu'il faut pour produire une quantité équivalente de maïs.[3] La fabrication de cigarettes nécessite elle aussi des vastes quantités d'eau, utilisée notamment sous forme de vapeur pour réguler le degré d'humidité du tabac et y introduire des additifs.

En 2013, British American Tobacco indiquait consommer 2,46 millions de m³ d'eau par an pour produire 676 milliards de cigarettes. Extrapolé à l'échelle mondiale, cela représente 22 millions de m³ d'eau par année.[4] Sachant que de nombreuses plantations et usines de tabac sont situées dans des pays émergents souffrant de pénuries d'eau, cela met en danger la santé de leurs aquifères.

Les usines de cigarettes engendrent en outre des résidus toxiques comprenant de l'ammoniaque, de la nicotine, de l'acide chlorhydrique, du méthanol ou des nitrates, qui finissent souvent par contaminer les cours d'eau. En 2014, les eaux usagées de Altria contenaient 450 kilos de phosphore et 7700 kilos de nitrogène, selon son propre rapport de responsabilité sociale.[5]

Mais là où le tabac pose les plus grands risques à la vie aquatique, c'est lorsqu'il arrive en fin de vie. Chaque année, quelque 4,5 billions de mégots de cigarette et deux millions de tonnes de cartons, paquets, feuilles d'aluminium et emballages en cellophane sont jetés dans la nature.[6] Les mégots, composés d'acétate de cellulose, qui est une plastique, sont particulièrement problématiques, car ils mettent en moyenne 12 ans à se décomposer.[7] Introduits par l'industrie du tabac dans les années 50 lorsque les liens entre la cigarette et le cancer du poumon ont commencé à devenir apparents, ils n'ont en fait aucune utilité, car fumeur compense la réduction de goudron en aspirant plus fort.[8]

Sous l'effet des rayons UV du soleil, ils se désagrègent alors en milliers de micro-particules de plastique, qui peuvent être ingérés par la vie aquatique, entrant ainsi dans la chaîne alimentaire.[9] Ils finiront par être ingurgités par l'homme, lorsqu'il mange du poisson ou des fruits de mer. Ils peuvent aussi être consommés entiers par les poissons qui les confondent avec des insectes, risquant d'obstruer de leur système digestif.[10]

Les mégots de cigarette contiennent en outre 7000 produits chimiques, dont une cinquantaine sont cancérogènes.[11] Lorsqu'ils sont jetés par terre, ces substances – parmi lesquelles figurent de la nicotine (qui est un pesticide naturel), de l'arsénique et des métaux lourds – se retrouvent dans les canalisations, les cours d'eaux, les mers et les océans. Des chercheurs allemands ont démontré qu'un seul mégot suffit à vicier 1000 litres d'eau et que cet effet survient en moins de 30 minutes.[12]

Cela a un impact dramatique sur la vie aquatique. Une étude menée par l'Agence environnementale américaine a démontré que si l'on trempe des mégots de cigarette dans de l'eau durant 96 heures, cela tue la moitié des poissons d'eau douce ou de mer qui s'y trouvent.[13] Une étude de l'Université de San Diego a de son côté démontré qu'il suffisait d'un mégot par litre d'eau pour atteindre un niveau de toxicité mortel pour la fondre d'eau salée (*Atherinops affinis*) et la tête de boule (*Pimephales promelas*), deux espèces de poisson.[14]

D'autres chercheurs ont découvert que la dispersion de mégots dans les plans d'eau pouvait nuire à la reproduction des copépodes (des petits crustacés), impacter la croissance et altérer l'ADN des Nereididae (des vers marins), mener à une diminution de l'activité des escargots d'eau douce et réduire les capacités de filtration des moules bleues.[15] Les composants chimiques contenus dans ces résidus de cigarettes ont en outre tendance à s'accumuler dans le corps de certaines espèces, comme les truites ou les moules, rendant leur consommation dangereuse pour l'humain.[16]

La popularité croissante des cigarettes électroniques et des produits à base de tabac chauffé fait planer de nouveaux risques sur la vie marine. Difficiles à recycler en raison de leurs multiples composants, ces appareils contiennent des batteries à lithium-ion, des circuits imprimés, des cartouches en plastique et des résidus de liquide à base de nicotine et d'autres produits chimiques. Lorsqu'ils sont abandonnés dans la nature, ils libèrent des substances chimiques nocives et des métaux lourds, notamment du plomb, qui peuvent contaminer les cours d'eau et les mers.[17]

L'industrie du tabac s'est jusqu'ici toujours refusée à endosser la responsabilité des billions de mégots de cigarettes qui mettent en danger la vie aquatique. Elle a au contraire cherché à placer la faute sur le

consommateur, en mettant en exergue sa propension à jeter ses résidus de cigarette dans la nature. La plupart des cigarettiers ont ainsi noué des partenariats avec des ONG environnementales, dans le cadre de leurs activités de soi-disant responsabilité sociale, qui les amènent à participer à des nettoyages de plages, à placer des cendriers dans les espaces publics ou à sensibiliser les fumeurs aux risques pour l'environnement de jeter son mégot par terre.[18]

Philip Morris International a par exemple lancé une initiative appelée «Notre monde n'est pas un cendrier», dans le cadre de laquelle la firme s'est engagée à réduire de 50% les quantités de déchets plastiques générés par ses produits d'ici 2025.[19] Plusieurs cigarettiers, à l'image de Imperial Brands ou de R.J. Reynolds, ont en outre tenté de mettre sur le marché des filtres biodégradables ou en papier, mais ils les ont rapidement retiré de la vente, argumentant que les consommateurs ne les appréciaient pas.[20] En attendant, la vie aquatique continue de subir les conséquences de cette inaction.

[1] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255574/9789241512497-eng.pdf>

[2] Lecours N, Almeida GEG, Abdallah JM, et al, Environmental health impacts of tobacco farming: a review of the literature. Tobacco Control 2012;21:191-196.

[3] https://unfairtobacco.org/wp-content/uploads/2017/05/tobacco_antisocial_web.pdf

[4] Ibidem

[5] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255574/9789241512497-eng.pdf>

[6] <https://exposetobacco.org/wp-content/uploads/TI-and-environment.pdf>

[7] <https://kwit.app/en/blog/posts/cigarette-butts-the-main-source-of-sea-and-ocean-pollution>

[8] <https://tobaccotactics.org/wiki/cigarette-filters/>

[9] <https://tobaccofreelife.org/resources/smoking-ocean-pollution/>

[10] <https://www.conserve-energy-future.com/serious-effects-cigarette-smoking-environment-and-human-health.php>

[11] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255574/9789241512497-eng.pdf>

[12] Amy L. Roder Green, Anke Putschew, Thomas Nehls, Littered cigarette butts as a source of nicotine in urban waters, Journal of Hydrology, Volume 519, Part D, 2014, Pages 3466-3474, <https://doi.org/10.1016/j.jhydrol.2014.05.046>.

[13] <https://ash.org.uk/media-and-news/blog/tobacco-polluted-waterways-marine-death/>

[14] Slaughter E, Gersberg RM, Watanabe K, et al, Toxicity of cigarette butts, and their chemical components, to marine and freshwater fish. Tobacco Control 2011;20:i25-i29.

[15] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255574/9789241512497-eng.pdf>

[16] Ibidem.

[17] Pourchez J, Mercier C et Forest V, From smoking to vaping: a new environmental threat?, The Lancet, 2022, <https://doi.org/10.1016/>

[18] Curtis C, Novotny TE, Lee K, et al, Tobacco industry responsibility for butts: a Model Tobacco Waste Act. Tobacco Control 2017;26:113-117.

[19] <https://truthinitiative.org/research-resources/harmful-effects-tobacco/tobacco-and-environment>

[20] <https://www.nationalgeographic.com/environment/article/cigarettes-story-of-plastic>

ODD 15 : Protéger la vie terrestre



Le quinzième Objectif de développement durable de l'ONU est consacré à la protection et à la restauration des écosystèmes terrestres. Cela passe par une gestion durable des forêts, ainsi que par la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la perte de la biodiversité. Or, la cultivation du tabac est particulièrement nuisible pour les écosystèmes terrestres.

Elle nécessite tout d'abord de vastes espaces, réduisant les surfaces dévolues aux aliments ou à d'autres cultures à haute valeur ajoutée. Sur le plan mondial, quelque 4 millions d'hectares sont sacrifiées à la cultivation du tabac dans plus de 125 pays, en tête desquels figurent la Chine, l'Inde et le Brésil. En Europe, la plante est cultivée sur 66'000 hectares, essentiellement en Italie, en Espagne et en Pologne.[1] Même en Suisse, un pays qui n'a pourtant que peu de terres arables, elle occupe 400 hectares.[2]

Ces vastes cultures sont le plus souvent situées sur des terres ayant autrefois appartenu à la forêt. Chaque année, quelque 211'000 hectares de terres boisées sont défrichées par l'industrie du tabac, ce qui contribue à 5% de la déforestation sur le plan mondial.[3] Dans certains pays où la culture du tabac est dominante, la situation est pire. L'Inde a perdu 68'000 hectares de forêts à la culture du tabac entre 1962 et 2002. Le Brésil a quant à lui cédé 74'440 hectares entre 1990 et 2007.[4]

En Afrique australe, le Miombo, une ceinture de forêt sèche qui traverse notamment la Tanzanie, le Malawi et l'Angola et héberge de nombreuses espèces sauvages dont des éléphants et des lions, est particulièrement touché. Rien qu'en Tanzanie, quelque 11'000 hectares de forêts sont défrichés chaque année pour faire de la place aux cultures de tabac.[5] Au Malawi, l'un des plus grands producteurs de tabac au monde, 70% de la déforestation est due à cette industrie.[6]

Les terres dévolues à la culture du tabac subissent en outre un appauvrissement des sols, car la plante est particulièrement gourmande en nutriments (nitrogène, phosphore, potassium). Cela débouche fréquemment sur la désertification de ces terrains, obligeant les agriculteurs à déboiser de nouvelles terres vierges. Ce cercle vicieux est particulièrement apparent dans le district de l'Urambo, en Tanzanie, où 69% des cultivateurs de tabac défrichent de nouvelles zones boisées chaque saison et seul 6% réutilisent les mêmes lots plus de deux saisons de suite.[7] La Jordanie, l'Inde, Cuba et le Brésil souffrent également de désertification provoquée par la culture du tabac.[8]

La production de cigarettes est elle aussi particulièrement gourmande en bois. Il faut compter un arbre pour produire assez de papier pour fabriquer et emballer 15 paquets de cigarettes.[9] Mais la partie du processus la plus nuisible aux forêts est le séchage du tabac. Praticué dans des huttes en bois, il s'effectue chauffant le tabac à température constante durant plusieurs semaines à l'aide d'un combustible, le plus souvent du bois issu des forêts environnantes. Chaque année, quelque 8,05 millions de tonnes de bois sont dévolues à cet usage, représentant 2% à 3% de la déforestation sur le plan mondial.[10] En Afrique australe, ce chiffre monte à 12%.[11]

L'industrie du tabac affecte aussi la vie terrestre en répandant de vastes quantités de pesticides, fongicides, régulateurs de croissance et fertilisants sur les terres utilisées pour cette monoculture. S'accumulant dans les sols au fil des saisons, elles finissent par les contaminer et s'immiscer dans la chaîne alimentaire par l'entremise des insectes et rongeurs qui y résident.[12]

Les déchets engendrés par l'industrie du tabac, notamment les milliards de mégots infusés de nicotine déversés dans la nature chaque année, exercent un effet semblable. Les bovidés, qui absorbent de grandes quantités de végétation, sont particulièrement touchés.[13]

Confrontée aux dégâts qu'elle provoque sur l'environnement, l'industrie du tabac se contente de mettre en avant ses initiatives de responsabilités sociales, dans l'espoir de se refaire une réputation «verte». Au Kenya, British American Tobacco oblige ainsi ses cultivateurs de tabac à planter 1000 arbres d'eucalyptus sur leurs terres durant trois années consécutives, pour compenser le déboisement occasionné par leurs cultures. Seul hic, la plupart n'ont pas la surface nécessaire.[14] De son côté, Philip Morris met en avant son programme au Malawi, visant à «restaurer les surfaces forestières dégradées» et à développer des méthodes de séchages du tabac durables.[15] Ces programmes, mis en avant pour des besoins de communication, n'ont en réalité aucun impact durable contre la déforestation.

Les cigarettiers n'hésitent pas non plus à financer des études qui minimisent l'impact de leurs activités, par exemple en sous-estimant les quantités de bois nécessaires pour le séchage du tabac ou l'ampleur de la déforestation provoquée par la culture de ce dernier.[16] Ils ont aussi mis sur pied des organisations, comme l'Association internationale des cultivateurs de tabac, pour promouvoir leurs plantations dans les pays à bas revenus, argumentant qu'il en va de la survie économique des agriculteurs locaux.[17]

Plusieurs initiatives ont pourtant démontré que le tabac pouvait aisément être remplacé par d'autres cultures tout aussi rentables. En Tanzanie, les Nations unies ont soutenu un programme visant à substituer les plants de tabac par des tomates. Au Kenya, les agriculteurs se sont tournés vers les plantations de bambou. Et en Inde, ils ont misé sur le coton, les haricots et les piments.[18] Cela leur assure un revenu stable, tout en améliorant la sécurité alimentaire du pays.

[1] <https://www.forbes.com/sites/danieladelorenzo/2021/05/31/ending-tobacco-farming-could-free-over-4-million-hectares-across-120-countries/?sh=46e751c75bd3>

[2] <https://www.swissinfo.ch/ger/schweizer-tabak-anbauflaechen-auf-unter-400-hektaren-geschrumpft/45309574>

[3] Geist HJ. Global assessment of deforestation related to tobacco farming. *Tob Control*. 1999 Spring;8(1):18-28. doi: 10.1136/tc.8.1.18 [Titel anhand dieser DOI in Citavi-Projekt übernehmen] . PMID: 10465812 [Titel anhand dieser Pubmed-ID in Citavi-Projekt übernehmen] ; PMCID: PMC1763929.

[4] <https://www.medicusmundi.ch/en/advocacy/publications/mms-bulletin/fighting-tobacco-in-lmic/kapitel-3/tobacco-the-forest-slayer>

[5] Mangora, M.M. (2005), Ecological impact of tobacco farming in miombo woodlands of Urambo District, Tanzania. *African Journal of Ecology*, 43: 385-391. <https://doi.org/10.1111/j.1365-2028.2005.00603.x>

[6] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255574/9789241512497-eng.pdf>

[7] Lecours N, Almeida GEG, Abdallah JM, et al, Environmental health impacts of tobacco farming: a review of the literature, *Tobacco Control* 2012;21:191-196.

[8] <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255574/9789241512497-eng.pdf>

[9] https://truthinitiative.org/sites/default/files/media/files/2021/03/Truth_Environment%20FactSheet%20Update%202021_final_030821.pdf

[10] <https://www.medicusmundi.ch/en/advocacy/publications/mms-bulletin/fighting-tobacco-in-lmic/kapitel-3/tobacco-the-forest-slayer>

[11] https://fctc.org/wp-content/uploads/2019/08/factsnations_en.pdf

[12] <https://www.conserve-energy-future.com/serious-effects-cigarette-smoking-environment-and-human-health.php>

[13] Ibidem

[14] Lee, K., Carrillo Botero, N. & Novotny, T. 'Manage and mitigate punitive regulatory measures, enhance the corporate image, influence public policy': industry efforts to shape understanding of tobacco-attributable deforestation. *Global Health* 12, 55 (2016). <https://doi.org/10.1186/s12992-016-0192-6>.

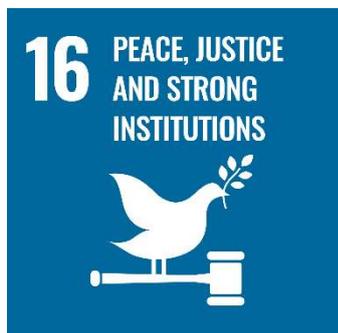
[15] <https://www.pmi.com/sustainability/case-studies/an-ecosystem-lens-on-environmental-impacts-in-malawi>

[16] Lecours N, Almeida GEG, Abdallah JM, et al. Environmental health impacts of tobacco farming: a review of the literature. Tobacco Control 2012;21:191-196. <https://tobaccocontrol.bmj.com/content/21/2/191>

[17] <https://www.tobaccoleaf.org/>

[18] <https://exposetobacco.org/wp-content/uploads/TI-and-environment.pdf>

ODD 16 : Des institutions fortes pour une société juste et inclusive



Le 16^e Objectif de développement durable de l'ONU a pour but de promouvoir des sociétés pacifiques, inclusives et justes, sous-tendues par des institutions efficaces et responsables. Or, en agissant pour défendre ses intérêts, l'industrie du tabac met en danger la réalisation de ces objectifs. Elle intervient régulièrement dans le processus de prise de décision des pays où elle fait pousser ses feuilles de tabac et où elle vend ses cigarettes, n'hésitant pas à y déployer des lobbyistes, à financer les campagnes de certains politiciens ou à fournir des textes de loi «prêts à être adoptés».

Rien qu'en 2018, les cigarettiers et les organisations qui leur sont affiliées ont dépensé 4 millions d'euros en frais de lobbying auprès de la Commission européenne. A titre de comparaison, les acteurs militant pour des contrôles plus stricts sur la fumée ont dépensé 25'000 à 50'000 euros durant la même période.[1] En Suisse, lors de la campagne pour l'initiative populaire Enfants sans tabac, approuvée par le peuple le 13 février 2022, les opposants ont perçu au moins 6 à 7 millions de francs de la part de l'industrie du tabac, selon une estimation de AT Suisse, alors que le comité en faveur de l'initiative ne disposait que de 1,2 million de francs.

Au Brésil, les cigarettiers sont intervenus pour empêcher l'adoption d'une loi interdisant les additifs dans les produits à base de tabac. Il a fallu deux ans pour que la législation soit finalement adoptée en 2012.[2] De même, en Australie, ils ont retardé la mise en place de messages de prévention sur la dépendance.[3]

Leurs efforts se concentrent sur les pays à bas revenus, où les institutions sont moins solides. Au Kenya, l'adoption en 2007 d'une législation sur le contrôle du tabac a pris 13 ans. En Namibie, il a fallu attendre 2010 pour qu'une loi similaire, en discussion depuis le début des années 90, soit introduite. Dans les deux cas, ces retards sont dus aux interférences de l'industrie du tabac.[4]

Les arguments brandis par les géants du tabac évoquent les pertes en matière de rentrées fiscales, les emplois qui pourraient disparaître et l'impact sur les petits commerces vendant des cigarettes. En Ouganda, British American Tobacco (BAT) a ainsi décrété qu'une loi sur le contrôle du tabac, adoptée en 2015, allait décimer le secteur agricole, mettant en danger la survie de 14'000 fermiers. Pour appuyer son propos, la firme a annulé les contrats qu'elle avait noué avec 709 fermes situées dans la circonscription électorale de l'auteur de la loi.[5]

Même lorsqu'une législation est entrée en vigueur, l'industrie du tabac continue à oeuvrer pour saper sa mise en œuvre. Au Kenya, elle a convaincu les autorités de placer les avertissements de santé accolés aux paquets de cigarette sur des autocollants faciles à détacher. Au Nigéria, elle est intervenue pour limiter la définition de l'espace public, lorsque la fumée y a été interdite.[6]

Lorsque ces tentatives d'influence en sous-main échouent, les cigarettiers se tournent vers les tribunaux. La Thaïlande, le Sri Lanka, le Népal, le Paraguay, les Philippines, l'Ouganda, le Kenya, le Mexique, l'Argentine, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Colombie et le Panama ont tous été attaqués en justice par un représentant de l'industrie du tabac lorsqu'ils ont tenté d'introduire des avertissements de santé sur leurs paquets de cigarettes, de limiter la publicité pour les produits à base de tabac ou d'interdire la fumée dans les lieux publics.[7]

Si ces tactiques occupent une zone grise, elles restent néanmoins légales. Toutefois, cela n'a pas toujours été le cas. BAT s'est retrouvé sous investigation de l'Office des fraudes sérieuses du Royaume-Uni entre 2017 et 2021, accusé d'avoir versé des pots-de-vin à des politiciens au Burundi, aux Comores, au Kenya et au Rwanda.[8]

L'influence des cigarettiers se fait sentir également dans l'arène internationale, où ils tentent d'influencer les normes et les traités qui pourraient impacter leurs activités. L'Organisation mondiale de la santé - et plus généralement l'écosystème composant la Genève internationale - ont émergé comme une cible de premier choix pour eux.

Pour rester incognito, ils préfèrent passer par des organisations qui, sous couvert d'activités caritatives, ont pour principal but de défendre les intérêts de l'industrie du tabac et sont largement financées par cette dernière. Parmi celles-ci figurent la Fondation pour un monde sans fumée, fondée par Philip Morris International en 2017 avec un financement de 1 milliard de dollars sur 12 ans à la clef[9], l'ONG Eliminating Child Labour in Tobacco-Growing Foundation (ECLT), créée en 2000 par des représentants de l'industrie du tabac, et le Réseau international des organisations consommatrices de nicotine (INNCO), qui regroupe plusieurs organisations de défense des cigarettes électroniques.

Toutes trois ont leur siège à Genève et tentent régulièrement d'intervenir dans les débats au sein des instances internationales sises dans la ville du bout du lac. L'INNCO est ainsi parvenue à infiltrer la conférence des parties de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac en 2018, en y obtenant un statut d'observateur.[10] L'ECLT a de son côté obtenu un poste de consultant auprès du Conseil économique et social des Nations unies, a noué des partenariats avec l'Organisation internationale du

travail et occupe un siège au sein de la plateforme sur le travail des enfants du Global Compact des Nations unies.[11]

A partir des années 90, les cigarettiers ont en outre commencé à contester les politiques de certains Etats visant à réglementer la fumée à l'Organisation mondiale du commerce, argumentant qu'elles contreviennent aux règles sur la propriété intellectuelle, par l'entremise de pays alliés. En 2012 et 2013, l'Ukraine, le Honduras, la République dominicaine, Cuba et l'Indonésie y ont déposé une plainte contre la décision de l'Australie d'introduire des paquets de cigarette dépourvus de logos.[12]

Les pays et les organisations internationales disposent d'un outil puissant pour contrer l'influence des cigarettier sur leurs institutions, sous la forme de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse n'a toujours pas ratifié. Celui-ci interdit à l'industrie du tabac d'interférer dans les politiques publiques ayant trait à la santé ou à la fumée. En 2014, deux tiers des 130 Etats parties à la convention-cadre avaient mis en lace des mesures pour limiter ces interférences.[13] Plusieurs pays, dont le Brésil, l'Afrique du Sud, le Sri Lanka et le Royaume-Uni, ont en outre créé des programmes pour surveiller l'activité des cigarettier sur leurs territoires.[14] La contre-attaque s'organise.

[1] <https://www.transparency.org/en/news/tobacco-smokescreen-deadly-consequences-of-undue-influence>

[2] <https://untobaccocontrol.org/taxation/e-library/wp-content/uploads/2019/07/Tobacco-Atlas-2018.pdf>

[3] <https://www.revmed.ch/revue-medicale-suisse/2009/revue-medicale-suisse-210/les-entreprises-du-tabac-peuvent-elles-etre-citoyennes>

[4] Gilmore AB, Fooks G, Drope J, Bialous SA, Jackson RR. Exposing and addressing tobacco industry conduct in low-income and middle-income countries. *Lancet*. 2015 Mar 14;385(9972):1029-43. doi: 10.1016/S0140-6736(15)60312-9.

[5] Ibidem.

[6] Ibidem.

[7] Ibidem.

[8] <https://tobaccotactics.org/wiki/corruption/>

[9] van der Eijk, Yvette; Bero, Lisa A.; Malone, Ruth E. (2019): Philip Morris International-funded 'Foundation for a Smoke-Free World': analysing its claims of independence. In *Tobacco control* 28 (6), pp. 712–718. DOI: 10.1136/tobaccocontrol-2018-054278.

[10] <https://www.medicusmundi.ch/en/advocacy/publications/mms-bulletin/fighting-tobacco-in-lmic/kapitel-2/how-an-international-convention-can-help-lmic>

[11] <https://tobaccotactics.org/wiki/eclt/>

[12] Gilmore AB, Fooks G, Drope J, Bialous SA, Jackson RR. Exposing and addressing tobacco industry conduct in low-income and middle-income countries. *Lancet*. 2015 Mar 14;385(9972):1029-43. doi: 10.1016/S0140-6736(15)60312-9

[13] <https://www.undp.org/publications/who-framework-convention-tobacco-control-accelerator-sustainable-development>

[14] <https://untobaccocontrol.org/taxation/e-library/wp-content/uploads/2019/07/Tobacco-Atlas-2018.pdf>

ODD 17 : Se donner les moyens de mettre en œuvre les Objectifs du développement durable



La réalisation des Objectifs du développement durable (SDG) des Nations unies nécessite la création de partenariats transversaux sur le plan international, ainsi qu'une coopération entre pays, notamment pour appuyer les efforts des Etats en voie de développement. Or, l'industrie du tabac interfère à différentes étapes de ce processus. Elle tente notamment de peser sur les négociations dans l'arène internationale, au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organes

onusiens.

«L'objectif est d'obtenir de l'information sur les débats en cours, dans le but d'influencer leur issue», souligne l'épidémiologiste et spécialiste de la santé publique Marcel Tanner. Pour ce faire, les cigarettiers ciblent les personnes qu'elles connaissent au sein de ces instances internationales et, parfois, tentent d'infiltrer les divers panels chargés de conseiller les preneurs de décision, relève l'expert.

Ils sont par exemple intervenus auprès de l'Organisation internationale de normalisation, une instance sise à Genève qui détermine les normes ISO, pour influencer le contenu de son standard pour la qualité de l'air. Suite à cette interférence, ce dernier stipule que les effets néfastes sur la santé de la fumée passive peuvent être contrôlés grâce à un système de ventilation.[1]

A l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les entreprises de tabac argumentent que certaines mesures de contrôle, comme l'obligation de vendre les cigarettes dans des paquets neutres, contreviennent aux règles sur la liberté de commerce. Cela a notamment retardé la mise en œuvre d'une telle loi adoptée par l'Australie en 2011.[2]

Parfois, elles instrumentalisent les délégations des pays participant à ces débats. En 2012 et en 2014, elles sont parvenues à placer des personnes affiliées à des organisations pro-tabac dans la délégation zambienne et italienne à la Conférence des parties (COP) de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.[3] L'article 5.3 de ce texte dit pourtant que les Etats parties doivent veiller à ce que leurs politiques de santé publique en matière de lutte antitabac «ne soient pas influencées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac».[4]

Mais le poids des cigarettiers ne se fait pas uniquement sentir dans l'arène internationale. «Ils tentent fréquemment d'exercer leur influence sur le plan national, relève Marcel Tanner. Ils vont alors cibler tout particulièrement les Etats fragiles, notamment les pays à bas et moyen revenus (LMICs), qui sont plus susceptibles d'écouter leur message.» Les pays avec de robustes institutions ne sont pas à l'abri. «En Suisse, les lobbyistes – y compris ceux de l'industrie du tabac - peuvent s'encarter au parlement fédéral et y exercer leur influence auprès des politiciens en toute liberté», rappelle-t-il.[5] La Suisse occupe d'ailleurs l'avant-dernière et 79e place du classement de l'Indice mondial de l'interférence de l'industrie du tabac établi par le Centre mondial pour une bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC), devant uniquement la République dominicaine.[6]

Ces interventions peuvent prendre diverses formes: rédaction de textes de loi «prêts à l'emploi», obstruction dans l'élaboration de lois efficaces, contribution aux campagnes électorales des élus, financement des campagnes de santé publiques du gouvernement et, dans le cas le plus extrême, dépôt d'une plainte contre une mesure anti-tabac introduite sur le plan national.[7]

Les entreprises de tabac n'hésitent pas non plus à exploiter les différences de points de vue au sein d'un même gouvernement. «Elles vont concentrer leurs efforts sur le ministère du commerce, qui est en général plus puissant que le ministère de la santé, créant un conflit entre ces deux instances», détaille Marcel Tanner. Cette tactique a notamment été employée en Tanzanie, où le ministère du commerce est intégré au bureau du président.

Autre stratégie, l'industrie du tabac n'hésite pas à créer des organisations a priori indépendantes qu'elle finance. Nombre d'entre elles sont concentrées dans la Genève internationale ou y opèrent un bureau, car elles y bénéficient d'un accès direct aux instances onusiennes. «On voit aussi d'anciens fonctionnaires ou collaborateurs de l'OMS rejoindre ces organisations, par un système de porte tournante qui leur confère une influence indue sur les négociations internationales en matière de santé», dit Marcel Tanner.

Parmi celles-ci figurent par exemple la Fondation pour un monde sans fumée, financée par Philip Morris International, ou la Fondation pour éliminer le travail des enfants dans la culture du tabac (ECLT), soutenue par les principaux cigarettiers.[8] Sur le plan national, les géants de la fumée se trouvent fréquemment derrière les associations de cultivateurs de tabac ou de restaurateurs. En Suisse, le conseiller national UDC Gregor Rutz préside Swiss Tobacco, l'organisation représentant les commerçants de produits à base de tabac.

De façon plus diffuse, l'industrie du tabac influence l'opinion publique en engageant des sociétés de relations publiques qui martèlent son message auprès des journalistes et des ONG. En Amérique centrale, elle a par exemple mené campagne contre une hausse des taxes sur les cigarettes en argumentant que cela mettrait en danger de nombreux emplois.[9] En Russie, elle a dénoncé l'interdiction pour les cigarettiers de sponsoriser des ONG en rappelant que cela impacterait les activités caritatives de ces dernières.[10]

Plus pernicieux, l'industrie du tabac finance souvent sa propre recherche. «Elle octroie des fonds aux scientifiques ou leur confie même des mandats de recherche, dit Marcel Tanner. Le risque étant que ces derniers excluent de leurs recherches les résultats qui contreviennent aux intérêts des cigarettiers.» Les universités exigent que leurs chercheurs déclarent leurs liens d'intérêt, mais la vérification de ce processus laisse parfois à désirer.

Un exemple fameux a trait à la fume passive. Après avoir démontré lors d'études menées dans un laboratoire secret la toxicité de cette dernière pour les personnes qui y sont exposées, Philip Morris international a par la suite lancé un programme de recherche international, avec d'autres cigarettiers, pour nier les dangers de la fumée passive.[11]

«Pour lutter contre l'influence de l'industrie du tabac sur la réalisation des Objectifs du développement durable, il n'y a qu'un seul remède: davantage de transparence, tant au niveau de la circulation de l'information que des financements», juge Marcel Tanner. Et de conclure: «Le problème ce n'est pas l'absence de règles mais leur manque de mise en œuvre.»

[1] Bialous SA, Yach D, Whose standard is it, anyway? How the tobacco industry determines the International Organization for Standardization (ISO) standards for tobacco and tobacco products, Tobacco Control 2001;10:96-104.

[2] <https://portal-uat.who.int/fctcapps/fctcapps/fctc/kh/TIInterference/tobacco-industry-interference>

[3] <https://www.medicusmundi.ch/en/advocacy/publications/mms-bulletin/fighting-tobacco-in-lmic/kapitel-2/how-an-international-convention-can-help-lmic>

[4] <https://fctc.who.int/fr/home>

[5] Boschetti, Pietro; Mach, Philippe (2018): Attention, ce parlement peut nuire à votre santé. RTS, 9/6/2018. Available online at <https://pages.rts.ch/emissions/temps-present/9732471-attention-ce-parlement-peut-nuire-a-votre-sante.html>

[6] <https://www.at-schweiz.ch/fr/plaidoyer/307/global-tobacco-index?lang=frX>

[7] <https://www.medicusmundi.ch/en/advocacy/publications/mms-bulletin/fighting-tobacco-in-lmic/kapitel-2/how-an-international-convention-can-help-lmic>

[8] <https://tobaccotactics.org/wiki/eclt/>

[9] https://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0005/165254/Tobacco-Industry-Interference-A-Global-Brief.pdf

[10] Ibidem.

[11] https://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0005/165254/Tobacco-Industry-Interference-A-Global-Brief.pdf